

***l'Anti*capitaliste**

n°627 | 8 septembre 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CONTRE L'AUSTÉRITÉ MACRONISTE



UNE

RIPOSTE

SOCIALE UNITAIRE

UNE GAUCHE DE COMBAT

ANTICAPITALISTE

Dossier

Face à l'explosion du coût de la vie, une vague de mobilisations en Grande-Bretagne

Pages 6 et 7

ÉDITO

**«Tensions 2022»:
tout un programme!**

Page 2

PREMIER PLAN

Chili. «Une grande partie de la population n'a pas vu son intérêt dans ce nouveau texte»

Page 2

Référendum sur les superprofits: une diversion

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. La gauche marginalisée dans la campagne de mi-mandat

Page 4

Italie. Sur les élections du 25 septembre

Page 5

ACTU SOCIALE

Éducation nationale. Une rentrée pire que les autres

Page 8

Consommation d'énergie. C'est comment qu'on freine?

Page 9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Alex Mahoudeau sur le «wokisme»

Page 12



édito

Par MANON BOLTANSKY

«Tensions 2022» : tout un programme!

Macron et son gouvernement ont déjà prouvé leur efficacité dans la chasse aux plus pauvres. *Mediapart* vient de révéler qu'ils entendent, dans les semaines qui viennent, s'illustrer en s'en prenant à une frange de notre classe parmi les plus précaires: les privéEs d'emploi. En cette rentrée, les attaques se multiplient, avec au centre une nouvelle étape de la réforme de l'assurance chômage. La précédente avait déjà été dramatique, limitant très fortement l'accès aux droits pour les chômeurEs et réduisant drastiquement le montant de leurs indemnités. La prochaine prévoit d'amplifier cette tendance. Et, en guise de prélude, Pôle emploi va mettre en œuvre en cette rentrée un « plan pour l'emploi » dénommé (sans blague) « *Tensions 2022* ». La provocation est tellement grosse qu'on espère le nom prémonitoire... Ce n'est pas un plan de lutte contre le chômage, mais bien contre toutes les chômeuses et les chômeurs. Il est présenté comme une réponse à la « pénurie de main-d'œuvre » rencontrée dans certains secteurs: l'hébergement-restauration, le sanitaire et le social. Autant de métiers qui peinent à embaucher en raison des conditions de travail très dures et des salaires particulièrement bas, pas parce que les gens seraient des feignantEs vivant aux crochets de leurs allocations... Derrière la rhétorique du « plein-emploi », l'objectif est d'obliger les gens à accepter des boulots qui ne leur conviennent pas, dans un secteur qu'ils n'ont pas demandé et à n'importe quels salaires ou conditions. Parce que tout se fera toujours dans la peur de ne plus avoir accès à ses indemnités en cas de refus, de se faire radier. C'est « Marche ou crève ». Une seule absence à un rendez-vous avec un employeur entrainera la radiation. Une hésitation durant l'entretien avec son conseiller et le dossier du demandeur sera envoyé à la cellule chargée de « vérifier » la motivation du travailleur. C'est-à-dire chargée de trouver une raison de le radier des listes. Objectif pour 2022: 500 000 contrôles à la prétendue « fraude sociale », contre 345 000 sur la dernière année. Ce plan est à l'image de la politique générale de Macron, injuste et brutale pour les plus pauvres et les plus précaires. Il prépare évidemment les privéEs d'emploi à la nouvelle étape de la réforme de l'assurance chômage, mais également à toutes les autres. Notre plan à nous, de l'autre côté, est de maintenir cette tension et de faire exploser cette colère afin que nous nous retrouvions le plus nombreuses et nombreux possible à lutter pour les faire reculer, à commencer par le 29 septembre prochain!

BIEN DIT

Quand un homme tue une femme, en particulier celles qui lui sont apparentées et qu'il considère comme sa propriété, c'est toujours le produit d'une longue articulation de violences plus ou moins visibles, qui vont des *diktats physiques aux crimes de masse, en passant par les violences sexuelles.*

CHRISTELLE TARAUD (enseignante à l'université de Columbia et autrice de *Féminicides, une histoire mondiale* — La Découverte, septembre 2022), liberation.fr, 2 septembre 2022.

Avec comme seule réponse du pouvoir quelques mesurées (comme l'aide à la pompe ou le chèque alimentaire) et les leçons de morale de Macron pour gérer au mieux les pénuries énergétiques annoncées pour cet hiver...

Tout augmente... sauf nos revenus!

La litanie des chiffres pourrait donner le tournis si elle ne masquait pas des réalités si dramatiques pour notre camp social. Selon les données de l'INSEE (estimation provisoire réalisée fin août), les prix à la consommation auraient augmenté dans leur ensemble de 5,8% sur une année, + 0,4% par rapport à juillet. Et dans ce cadre, l'augmentation du prix de l'énergie bat évidemment tous les records (+ 22% sur une année). Les entreprises prétendent que si leurs prix de vente augmentent, c'est parce qu'elles répercutent les hausses de coûts qu'elles subissent (hausse des prix de l'énergie, du coût des transports, etc.), mais à la vérité, pour nombre d'entre elles, l'augmentation des prix qu'elles fixent est bien plus importante que cette hausse de leurs coûts. Par là même, elles amplifient l'inflation réellement liée à la conjoncture (guerre en Ukraine, réduction importante des importations de gaz et de pétrole russes, hausse du prix des matières premières, etc.). Dans le même temps, le pouvoir nous fait l'aumône... Nos revenus seraient, paraît-il, à la hausse: + 3% sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, + 3,5% pour les fonctionnaires (avec des annonces tonitruantes dans certains secteurs, comme les enseignantEs dont les salaires vont être revalorisés à hauteur de + 10%), + 4% pour les pensions et prestations sociales... Outre que le compte n'y est pas par rapport à l'inflation subie, ce type de chiffres lisse des réalités sociales bien différentes, souvent marquées par de grandes difficultés à boucler les fins de mois qui arrivent toujours de plus en plus tôt.

Défendre des mesures d'urgence anticapitalistes

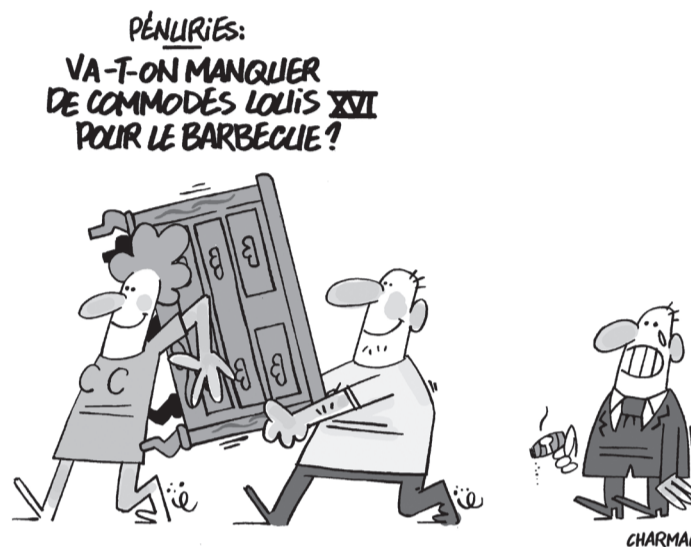
Si pour celles et ceux d'en bas, rien ne va plus, ceux d'en haut s'en sortent, comme toujours... Ainsi

À la Une

CONTRE L'AUSTÉRITÉ MACRONISTE

Une riposte sociale unitaire, une gauche de combat anticapitaliste!

C'est peu dire que le visage affiché en cette rentrée par l'économie de marché capitaliste est bien peu reluisant: un chômage de masse et inflation qui entraîne une explosion des prix, notamment dans des secteurs vitaux comme l'alimentation ou l'énergie.



les sociétés du CAC 40 ont réalisé l'année passée des profits records, dégageant un résultat net de près de 160 milliards d'euros (deux fois plus qu'en 2019, avant la pandémie...). Dans la suite de ce qui se passe dans une partie des pays européens (à commencer par le Royaume-Uni), une partie de la gauche défend la taxation des « superprofits » comme première réponse. Cela peut sembler une évidence dans un contexte où une entreprise comme Total engrange plus de 6 milliards de dollars de profit sur le deuxième trimestre 2022. Mais qu'appelle-t-on un « superprofit » au juste? Cela voudrait-il dire que les profits réalisés dans d'autres secteurs d'activité sont justifiés et qu'il ne faudrait pas les taxer davantage? Pourtant, ils sont tout autant le produit de l'exploitation du travail qui va dans la poche des actionnaires... Comment alors juger qu'un profit serait « raisonnable » et que tel autre serait « excessif »? Ce sont bien l'ensemble des profits, et au-delà les fortunes des actionnaires, qu'il faut taxer.

En rupture avec la doxa des capitalistes et des patrons, une autre répartition des richesses passe d'abord par une augmentation importante des revenus. Dans ce pays, le salaire moyen est de 2 330 euros par mois pour un temps plein, mais le revenu salarial moyen est de 1 200 euros net pour un employéE, 1 330 euros net pour un ouvrierE... Comment peut-on vivre aujourd'hui avec moins de 1 800 euros? Cela devrait être le salaire minimum, et il faut en outre imposer une augmentation d'au moins 300 euros net mensuel. De plus, l'explosion actuelle de l'inflation nous rappelle qu'il ne suffit pas d'augmenter les salaires. Quand les prix montent, les revenus doivent augmenter en proportion, c'est l'échelle mobile des salaires. Il faut donc indexer les revenus sur les prix, une mesure vitale pour notre camp social.

Construire les mobilisations, reconstruire une alternative

Pour imposer de telles mesures d'urgence, il faut mener le combat.

Dans un contexte où déjà quelques secteurs se sont mobilisés sur la question salariale (comme les salariéEs des transports en commun de différentes villes), la journée de grève interprofessionnelle du jeudi 29 septembre, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, peut être l'occasion d'une mobilisation massive du monde du travail. Le premier jalon d'une rentrée sociale anti-gouvernementale, antipatronale, qui pour cela ne doit donc pas rester sans lendemain. Dans sa suite, la proposition, lancée par Jean-Luc Mélenchon, d'une « marche » — contre la vie chère et pour répondre aux urgences écologiques — est une bonne chose. Prévue possiblement pour la mi-octobre, elle ne peut être la simple démonstration de force de LFI ou de la Nupes, mais doit viser à rassembler dans l'unité l'ensemble de la gauche sociale et politique, syndicats, associations et organisations politiques réunies dans une nouvelle étape de mobilisation. Au-delà, la faillite aux milles visages du capitalisme — en tant que système — sur les terrains écologiques, économiques ou sociaux, met l'ensemble du mouvement ouvrier et du mouvement social et leurs organisations face à de grandes responsabilités. Il y a urgence à sortir du train-train, à débattre stratégie, programme et organisation, et à regrouper les forces militantes, à commencer par celles et ceux qui défendent la transformation révolutionnaire de cette société ou qui voient LFI et l'Union populaire comme une rupture salutaire avec la vieille gauche de gouvernement. Ce sont les conditions indispensables pour construire la force politique, unitaire et anticapitaliste, dont nous avons besoin.

Manu Bichindaritz

CHILI « Une grande partie de la population n'a pas vu son intérêt dans ce nouveau texte »

En attendant des analyses plus complètes, nous publions des extraits d'une interview accordée à TV5Monde par notre camarade **Franck Gaudichaud** au lendemain du référendum au Chili, qui s'est soldé par une victoire du « Non » à 62%.

L'ampleur de la victoire du *rechazo* (« rejet ») est une surprise, y compris pour les sondeurs. Il y a plusieurs facteurs qui peuvent cependant l'expliquer. Le premier, c'est qu'il y a eu une campagne très offensive de la part des grands médias et des milieux conservateurs contre la Constitution. Il y a eu toute une série importante de fake news qui a vraiment marqué l'opinion publique.

J'ai pu m'en rendre compte en parlant dans la rue avec les gens qui affirmaient qu'on allait prendre leur maison, qu'une partie des héritages serait finie.

Il y a aussi tout un travail d'explication de ce qu'est la convention constitutionnelle qui n'est pas arrivé jusqu'au bas de la société. Toutes les discussions sur les avancées possibles, sur la sécurité sociale, les droits fondamentaux, le retour de

l'eau comme bien public, sont restées dans les hautes sphères de la société.

Une campagne très polarisée

La campagne a été très polarisée. La Constitution a été distribuée assez tardivement. Ça a été d'ailleurs accompagné de polémiques car c'est le gouvernement lui-même qui les a imprimées.

Il y a aussi eu une relation asymétrique dans le traitement du nouveau

texte constitutionnel d'un point de vue médiatique. Les anciens constituants affirment aussi que c'est une défaite avant tout médiatique, mais je pense que c'est plus profond que ça. C'est aussi une défaite politique importante pour le gouvernement. Il y a dans ce résultat des votes sanction contre le gouvernement de Gabriel Boric. Si on regarde les sondages, il a perdu une grande partie de son appui initial et il y a une grande désillusion au sein même de la gauche chilienne. D'ailleurs, Boric l'a reconnu en filigrane après l'annonce des résultats, en disant qu'il fallait qu'il fasse sa

Un monde à changer

DARMANIN, L'IMAM, L'ISLAMOPHOBIE

La « polémique » autour de l'expulsion de l'imam Hassan Iquioussen pourrait prêter à sourire si ce qui était en jeu n'était pas aussi grave. L'affaire est en effet des plus rocambolesques, jusqu'à déboucher sur la situation actuelle, qui pourrait se résumer comme suit : une personne à propos de laquelle un arrêté ministériel d'expulsion a été pris, et confirmé par le Conseil d'État après un long feuilleton, a quitté de son plein gré le territoire ; ce qui ne convient pas au ministère de l'Intérieur, qui a obtenu qu'un mandat d'arrêt européen soit lancé afin de rapatrier la personne en France... pour ensuite l'en expulser. Sachant, en outre, que l'on ne sait pas pour quelle destination, dans la mesure où le Maroc, qui avait au départ donné son accord (Hassan Iquioussen est né et a vécu en France mais il est

de nationalité marocaine), avant de se rétracter. Bref, comme le résume l'avocate de l'imam : « [Gérald Darmanin] ne veut pas que mon client respecte la décision ministérielle, il veut qu'il le fasse sous les caméras. Ce que cherche à faire le ministère de l'Intérieur, c'est à faire du buzz ». Il ne fait en effet aucun doute que Darmanin, qui se voit sans doute en nouveau Sarkozy, cherche à tout prix à faire de la politique-spectacle, quand bien même cela se ferait au mépris du droit et des décisions de justice. Le ministre de l'Intérieur s'est ainsi permis de qualifier de « délinquant » Hassan Iquioussen, alors que ce dernier n'a jamais été condamné par aucun tribunal. Les récentes déclarations de Darmanin, suite à la décision du Conseil d'État de valider l'expulsion, sont particulièrement révélatrices et inquiétantes : « L'arrêt du Conseil d'État qui

permet de dire que quelqu'un qui a des enfants, qui est marié en France, qui est né en France, peut quand même – 58 ans après – être expulsé, ça permettra d'évoquer d'autres cas ». Darmanin a bel et bien l'intention de s'en prendre à plusieurs dizaines d'autres imams et personnalités musulmanes, légitimant, entretenant et renforçant l'islamophobie. Ainsi, au-delà du spectacle, c'est quelque chose de plus grave qui se joue. Disons-le tout net : s'opposer à l'expulsion d'Hassan Iquioussen n'est évidemment pas exprimer un soutien à ses positions et à certaines de ses déclarations réactionnaires sur les droits des femmes, les personnes LGBTI, les Juifs. Il s'agit tout simplement de souligner à quel point les obsessions de Darmanin, confortées par divers dispositifs liberticides comme la loi « séparatisme », représentent un danger majeur pour les libertés démocratiques élémentaires, banalisant l'islamophobie d'État, pour le plus grand plaisir de l'extrême droite. À cela, toute la gauche sociale et politique devrait s'opposer.

RÉPARTITION DES RICHESSES Référendum sur les superprofits : une diversion

On se souvient peut-être de la pub pour le Canada Dry : « Ça ressemble à l'alcool, mais ce n'est pas de l'alcool ». La proposition, faite par le PS, d'un référendum sur une taxation des superprofits, semble être de gauche mais c'est une diversion.

Bien sûr, nous ne sommes pas contre taxer les profits. Notre camarade Miguel Urban, député d'Anticapitalistas au Parlement européen, avait ainsi proposé en mars 2020 une taxe d'urgence Covid. Mais cette taxe, sans s'embarquer dans des arguties sur ce qu'est un superprofit, devait viser tous les profits au-dessus d'un certain niveau ainsi que toutes les grandes fortunes. Et surtout il ne s'agissait pas de se lancer dans une campagne interminable pour un référendum mais de développer une agitation politique contre tous les profiteurs (banques, grandes entreprises, grandes fortunes). Cette proposition n'avait pratiquement obtenu aucun soutien des « camarades » d'Olivier Faure parlementaires européens, et avait été enterrée.

Des profits plus légitimes que d'autres ?

Qu'est-ce qu'un super-profit ? On doit comprendre que la taxe viserait tous les profits exceptionnels des grands groupes résultant de la guerre en Ukraine et du dérapage des prix de l'énergie et des transports maritimes. Les entreprises visées au premier chef seraient donc TotalEnergies,

Engie et l'armateur CGA-CGM. Que ces spécialistes de l'évasion fiscale payent quelque chose, tant mieux ! Même les profits que les entreprises de l'automobile, des Ephaud ou de la grande distribution, par exemple, obtiennent en supprimant des emplois, pressurant les salariéEs et en mettant leur santé en danger (et dans le cas des Ephaud, celle des personnes hébergées) ne sont pour nous pas plus légitimes que ceux qualifiés de « super ». D'ailleurs, pour satisfaire leur opinion publique, divers États (Espagne, Royaume-Uni, Italie, et peut-être

maintenant Allemagne) ont mis en œuvre ou projettent de telles taxes. En France, jusqu'à présent, les macronistes appuyés par la droite les rejettent. Soucieux de ne pas contraindre les trusts à quoi que ce soit, le gouvernement se satisfait pour le moment des ristournes volontaires annoncées par Total et les armateurs. Peut-être va-t-il finir par faire un geste et accepter une taxe homéopathique.

L'urgence est à la mobilisation Mais qui peut croire que l'urgence aujourd'hui pour les militantEs



part d'auto-critique. C'est peut-être juste une phrase mais c'est en effet une défaite politique, qui d'ailleurs va avoir des effets inconsidérables sur la suite de son mandat. Le dernier élément à prendre en compte, c'est l'effet du système électoral. Pour la première fois au Chili, il y a eu une inscription automatique et une obligation de vote pour un scrutin. Pour rappel, quand il y a eu cette immense majorité pour la rédaction d'une nouvelle Constitution en 2020, il y a aussi eu une très forte abstention qui dépassait les 60% dans certaines communes du pays. Tout ce corps électoral silencieux s'est exprimé ce 4 septembre et a choisi massivement le rejet.

Fracture terroritoriale

La question des droits indigènes a eu un véritable impact dans les secteurs conservateurs et centristes. Certains

avançaient que les nouveaux droits indigènes territoriaux allaient plus peser que ceux des Chiliens et que la question de la reconnaissance de la pluri-nationalité allait diviser le pays. Là, encore des arguments de fake news. La question du logement et de la propriété a aussi été fortement remise en question. Le texte constitutionnel stipulait le renforcement du système de logements sociaux et de l'intervention de l'État dans la construction de logements. Cela a été faussement traduit comme la fin de la propriété privée. Ce résultat confirme ce qu'on voyait déjà dans les dernières élections. Dans les grands centres urbains notamment Santiago, il y a eu plutôt un vote progressiste et favorable à la nouvelle Constitution. Dans le Nord, la question de la crise migratoire et de violence des cartels a beaucoup

pesé en faveur du « rechazo ». Dans le Sud, la question des revendications et du conflit Mapuche a aussi radicalisé les positions. Il y a cependant des exemples qui montrent de fortes contradictions. À Petorca, une petite commune connue pour sa crise radicale de l'eau a voté majoritairement pour le rejet de la Constitution. La Constitution réinscrivait pourtant les droits à l'eau et l'eau comme bien public. Cela a même été une revendication historique dans cette commune lors des mouvements sociaux. On voit donc qu'une grande partie de la population n'a pas vu son intérêt, même immédiat, dans ce nouveau texte.

Des dynamiques contradictoires

Si, en octobre 2019, une grande révolte populaire a bouleversé la société au Chili, on voit aujourd'hui

est d'aller récolter des millions de signatures (environ 4,5 millions, soit 1/10 des électeurEs) pour soutenir une proposition de référendum ? Avant cela, il faut d'ailleurs que la proposition soit agréée par le Conseil constitutionnel qui, en 2021, avait rejeté comme non-conforme à la Constitution un projet, lancé par les collectifs inter-hôpitaux et inter-urgences, de référendum d'initiative partagée sur « l'accès universel à un service public hospitalier de qualité ».

Tout cela, Olivier Faure le sait bien. Sa proposition de référendum est une diversion par rapport aux échéances immédiates sur les salaires et les droits des chômeurEs. Jean-Luc Mélenchon s'y est rallié dans la foulée de l'accord des législatives qui avait exclu le NPA : « La proposition du premier secrétaire du PS, nous ne la rejetons pas, elle nous intéresse, parce que le PS qui est en train de se reconfigurer nous intéresse comme partenaire ». Et d'ajouter : « Si le groupe [la Nupes] accepte une motion référendaire, tous les insoumis se mobiliseront pour rassembler les 4,5 millions de voix. »

Donc, d'accord pour une campagne d'agitation sur les profits mais pas pour une diversion référendaire. S'il y a une urgence pour se mobiliser, pour sensibiliser nos collègues et la population, c'est autour des salaires, des retraites, des allocations chômage. Mettre en échec patronat et gouvernement dépendra avant tout de la force des manifestations et grèves, en premier lieu de celles du 29 septembre. C'est cette échéance et les suivantes qu'il faut préparer. **Henri Wilno**

Le chiffre

244 millions

244 millions d'enfants dans le monde ne vont toujours pas à l'école, selon les derniers chiffres de l'Unesco. Plus de 40% d'entre eux, soit 98 millions, vivent en Afrique subsaharienne.



Agenda

9-10-11 septembre, fête de l'Humanité, Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge (91).

La Base 217, RER C – arrêt Brétigny-sur-Orge, RER D – arrêt Orangis-Bois de l'Épine. Stand du NPA Allée Bobby Sands (voir le programme du stand page 10).

Jeudi 22 septembre, journée de mobilisation et d'actions des professionnelEs de santé

Jeudi 29 septembre, journée intersyndicale de grève et de manifestations sur les salaires

Samedi 1^{er} octobre, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue, Orléans. À 15h, salle des Chats-Ferrés à Orléans.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT

L'antisémitisme à l'extrême droite est une chose du passé.

ALAIN FINKIELKRAUT, i24News, 4 septembre 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org
Tirage : 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org
Directeur de publication : Julien Salingue

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Secrétaire de rédaction : Julien Salingue

Numéro ISSN : 2269-3696
Maquette : Ambre Bragard

Commission paritaire : 0419 P 11508
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



ÉTAT ESPAGNOL «Solo si es si» : en France aussi, les femmes doivent être écoutées

«Seul un oui est un oui» : suite à une longue bataille du mouvement féministe, fin août, la «loi de garantie intégrale de la liberté sexuelle» a été approuvée définitivement par le Parlement espagnol.

«**N**otre pays inscrit, enfin, dans sa loi, que le consentement doit être l'élément central de nos relations sexuelles. Les femmes n'auront plus à démontrer qu'il y a eu violence ou intimidation lors d'une agression pour que cela soit reconnu comme une agression sexuelle», s'est réjouie la ministre Irene Montero, de Podemos.



WIKIMEDIA COMMONS

La France à la traîne

Déjà six pays européens, dont l'Allemagne et le Royaume-Uni, reconnaissent qu'un rapport sexuel sans consentement est un viol. La Suède avait adopté une «loi du consentement» en 2018, permettant que les condamnations pour viol augmentent de 75 % l'année suivante. Au contraire, en France, le Code pénal considère le corps des femmes à disposition, puisque avoir dit non ne suffit pas pour que la pénétration imposée soit caractérisée comme viol : il faut prouver qu'il y a eu violence !

La loi espagnole inclut l'exploitation sexuelle, les mutilations génitales et les mariages forcés dans les violences, fait de la soumission chimique une circonstance aggravante, criminalise la violence numérique et rend obligatoire une éducation sexuelle à tous les niveaux d'études. Sont prévus le versement d'un revenu d'insertion pour les victimes et la création de centres d'assistance psychologique et juridique ouverts 24 heures sur 24. Mais le budget sera-t-il à la hauteur ?

Depuis sa loi de 2004 contre les violences de genre, avec la mise en place de tribunaux spéciaux et d'une formation des juges, il y a eu 100 fois plus de bracelets anti-rapprochement distribués qu'en France et l'État espagnol déclare avoir réduit les féminicides de 24 %...

La nécessité d'un mouvement féministe fort

Mais on ne stoppera pas les violences sans en finir avec les situations de vulnérabilité dans lesquelles se trouvent des millions de femmes, en particulier d'origine étrangère : elles sont contraintes de supporter les violences car elles n'ont pas d'alternative en termes de logement ou de travail. Il faut aider chacune à obtenir son indépendance économique, régulariser les sans-papiers !

La gestion punitive est limitée, car la violence est inhérente au système patriarcal et, de plus, nous sommes contre l'enfermement carcéral. Les comportements qu'on nous a inculqués conduisent les femmes à ne rien dire et les hommes à imposer. Pour lutter contre cette oppression, il faut déjà en prendre conscience, l'analyser en échangeant entre nous les femmes, apprendre ensemble à dire non, à proposer d'autres rapports de séduction et de plaisir.

Les hommes ne renonceront pas spontanément à être dominants. Pour que les choses changent, on ne pourra pas non plus compter sur la police et la justice. Il faudra l'imposer par un mouvement féministe fort, qui remette en question les bases de la société. Pour construire un autre monde, où chacun sera émancipé des normes et pourra s'épanouir, notamment sexuellement.

Commission nationale d'intervention féministe

ÉTATS-UNIS La gauche marginalisée dans la campagne de mi-mandat

Le président Biden et son prédécesseur Donald Trump échangent des attaques alors que débute la campagne des élections de mi-mandat, mais la gauche est largement hors jeu dans cette bataille politique. Trump traite les Démocrates de socialistes, tandis que les Démocrates poussent les quelques socialistes réels à la marge. Ce qui manque à la gauche, c'est un mouvement de masse doté d'une stratégie politique.

S'exprimant le 1^{er} septembre depuis l'Independence Hall de Philadelphie, où la Déclaration d'indépendance et la Constitution ont été rédigées, Biden a déclaré : « Alors que je me tiens ici ce soir, l'égalité et la démocratie sont prises d'assaut. [...] Donald Trump et les Républicains MAGA représentent un extrémisme qui menace les fondements mêmes de notre République » (MAGA fait référence au slogan de Trump « Make America Great Again ».) Auparavant, Biden avait qualifié leurs opinions de « semi-fascisme ». Il a prononcé ce discours à la veille du week-end de la fête du travail, date à laquelle débutent les campagnes électorales nationales.

«Monstres vicieux»

Quelques jours seulement avant le discours de Biden, Trump avait exigé que l'on fasse de lui un président sur-le-champ, puisqu'il continue à soutenir qu'il a effectivement remporté l'élection de 2020, ou que l'on organise une nouvelle élection. L'ancien président fait face à de sérieuses menaces juridiques avec des enquêtes en Géorgie pour ingérence dans l'élection et une enquête fédérale sur 11 179 documents, dont 18 marqués top secret et 54 secrets, qu'il a illégalement pris à la Maison Blanche lorsqu'il a quitté ses fonctions. Il pourrait être accusé du délit d'entrave à la justice. Trump a qualifié le ministère US de la Justice et le FBI de « monstres vicieux » pour avoir fouillé son domicile. Ses



WIKIMEDIA COMMONS

partisans se sont ralliés à lui et les sondages montrent que 40 % des électeurs le soutiennent et que 10 % pensent que le recours à la violence serait approprié pour changer le gouvernement.

Quelque 69 % des Démocrates et des Républicains pensent que la démocratie étatsunienne est en danger mais pour des raisons différentes. Alors que Biden parle de sauver la démocratie, Trump organise des rassemblements « Sauver l'Amérique » auxquels participent des milliers de fidèles partisans et au cours desquels il traite Biden d'« ennemi de l'État » et attaque les candidatEs du Parti démocrate en les qualifiant de socialistes. Trump a qualifié le discours de Biden à l'Independence Hall de « discours le plus vicieux, haineux et diviseur jamais prononcé par un

président américain ». Il a ajouté : « Les Républicains du mouvement MAGA ne sont pas ceux qui essaient de saper notre démocratie. Nous sommes ceux qui essaient de sauver notre démocratie. Le danger pour la démocratie vient de la gauche radicale, pas de la droite. »

Changer le rapport de forces

La gauche radicale aux États-Unis constitue en fait une petite minorité, bien qu'il y ait plus de socialistes au Congrès aujourd'hui qu'à n'importe quel moment de l'histoire des États-Unis. Tous ces socialistes se présentent aux élections en tant que Démocrates. Il y a en tout 535 membres du Congrès, 100 sénateurs et 435 représentants, dont cinq sont socialistes : un sénateur, Bernie Sanders, et quatre représentantes,

TUNISIE La mise en place d'un pouvoir absolutiste

Un an exactement après son coup de force du 25 juillet 2021¹, le président tunisien Kaïs Saïed a fait adopter par référendum une nouvelle Constitution lui attribuant quasiment tous les pouvoirs.

La Constitution du 25 juillet 2022 instaure un régime dans lequel le président dispose de l'essentiel des pouvoirs². Placé sous son autorité directe, le gouvernement n'a plus besoin d'obtenir un vote de confiance du pouvoir législatif. Par ailleurs, le président peut maintenant soumettre directement des lois au Parlement. Il aura de plus la possibilité de demeurer au pouvoir à l'expiration de son mandat.

Ce dispositif devrait être complété avant la fin de l'année par l'élection d'une assemblée législative, ainsi qu'une assemblée de représentantEs des pouvoirs locaux dont le mode de désignation et le rôle restent pour l'instant inconnus. Si l'ensemble de ce système est mis en place, ce sera la fin de la période ouverte par le « printemps tunisien » de 2011.

Les principaux traits du nouveau régime

– Autocratique : sur ce point, Saïed va encore plus loin que Ben Ali car il dispose simultanément des pouvoirs exécutif, constituant et législatif.
– Autoritaire : pour l'instant, l'essentiel de la liberté d'expression continue à exister, mais on assiste



WIKIMEDIA COMMONS

à un recul inquiétant de la liberté de la presse et un raidissement policier croissant. On voit également se développer contre les opposantEs des cyberharcèlement et des menaces physiques émanant de partisans du président Kaïs Saïed. « On est encore loin de la répression féroce exercée sous Ben Ali. On jouit encore de la liberté d'expression. On n'a pas des milliers de prisonniers d'opinion comme en Égypte, mais les bases d'un pouvoir absolu sont là », dénonce Amna Guellali, d'Amnesty International³.
– Populiste : s'appuyant sur la paralysie du régime parlementaire mis en place après 2011, Saïed s'attribue un pouvoir quasi messianique

d'incarner le « peuple » ainsi qu'une mission quasi divine de rédemption. Sa politique passe par le contournement ou la suppression de tous les intermédiaires entre lui et le peuple, et notamment les partis politiques qu'il estime « en train de mourir ». Contrairement à Ben Ali qui ménageait les « élites » et cherchait à les inclure dans les réseaux mafieux du parti au pouvoir, Saïed s'est au contraire lancé dans une guerre permanente contre elles, entrant notamment en résonance avec l'état d'esprit d'une grande partie de la jeunesse et des milieux les plus défavorisés.

– Violentement opposé à tous les partis politiques : cette hostilité touche les partis ayant été au pouvoir après 2011 (dont Ennahdha), ceux qui ne l'ont pas été, ainsi que le parti des nostalgiques d'avant 2011 dirigé par une ancienne secrétaire générale adjointe du parti de Ben Ali.

– Une dimension nationaliste arabe : à la différence de Ben Ali qui multipliait les courbettes devant les puissances occidentales, Saïed se réclame de la culture arabe et musulmane, qui est, selon lui, la culture authentique du peuple tunisien. Il exalte la souveraineté nationale

Alexandria Ocasio-Cortez, Rashida Tlaib, Cori Bush et Jamaal Bowman. Dans l'État de New York, il y a trois socialistes sur 213 législateurs, et peu d'autres États ont des socialistes élus au niveau de l'État. Lors des élections primaires démocrates de cette année, les candidats socialistes et autres progressistes ont généralement perdu face aux modérés.

Les plus grands groupes socialistes de la gauche américaine, les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), qui revendiquent 94 000 membres, et le Parti communiste, dont le nombre de membres est estimé à 5 000, participent tous deux aux élections sous l'étiquette démocrate. Les petits groupes d'extrême gauche appellent parfois à la création d'un parti ouvrier ou présentent des candidatEs en tant que socialistes, ils sont rarement élus : Kshama Sawant du conseil municipal de Seattle est presque la seule exception. Le parti des Verts, dont le nombre de membres est estimé à 50 000, présente des candidatEs sous sa propre étiquette et a élu quelques candidatEs à des postes locaux, mais il n'a pas de législateurs au niveau des États ou au niveau fédéral. Le dernier candidat vert à la présidence, Howie Hawkins, n'a obtenu que 0,2 % des voix en 2020.

La plupart des gens de gauche ont tendance à considérer la construction d'un mouvement de masse des travailleurEs, des femmes et des personnes racisées comme le moyen de défendre la démocratie et d'obtenir des conquêtes sociales, bien qu'ils votent en général pour les Démocrates. Quelque 15 à 20 millions de personnes ont participé au mouvement Black Lives Matter de 2020, et des mouvements comme celui-là doivent se mêler de politique pour changer le rapport de forces.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

face aux « ingérences étrangères » accusées d'organiser des « complots » empêchant le peuple de pouvoir véritablement exprimer sa volonté.

– Des références religieuses omniprésentes : certes, Kaïs Saïed n'est pas un « islamiste » au sens d'une affiliation à un parti de type Frères musulmans. Mais il est profondément pieux et religieux et se revendique ouvertement de l'héritage islamique de la Tunisie. Dès son élection en 2019, Saïed s'est par exemple appuyé sur le Coran pour défendre le maintien de l'inégalité successorale entre hommes et femmes. L'article 5 de la nouvelle Constitution affirme par ailleurs que la Tunisie fait partie de « la Oumma [communauté des croyants] islamique ». Contrairement à l'islam politique d'Ennahdha, celui de Saïed est davantage un islam d'État susceptible de se transformer en une forme de théocratie.

Dominique Lerouge

1 – DL, « La résistible ascension de Kaïs Saïed ? », octobre 2021 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63797>

2 – Pour une analyse détaillée de la Constitution de 2022, voir <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2022/08/MDE3059252022FRENCH.pdf>
3 – Libération, 14 juillet 2022.

ITALIE Sur les élections du 25 septembre

Il s'agit d'élections anticipées par rapport à l'échéance normale (le printemps prochain) suite à la crise du gouvernement Draghi impacté par les contradictions produites par la profonde crise sociale et les retombées de la guerre en Ukraine.

L'extrême droite en tête

Tous les sondages donnent la victoire à la coalition des droites et des extrêmes droites composée de Forza Italia de Berlusconi, de la Ligue de Salvini, de Fratelli d'Italia de Meloni et d'alliés peu importants ; ce sont toutes des organisations très nettement pro-patronales, réactionnaires, xénophobes et même fascisantes. Aujourd'hui, Fratelli d'Italia est donné à 24 %, le Parti démocrate autour de 22 %, la Ligue et le Mouvement 5 Étoiles tous les deux à 13 %, le prétendu Centre de Calensa à 5-6 % ; on ne sait pas si la liste Vents-Sinistra italiana, alliée au Parti démocrate, dépassera les 3 % ; la coalition de la gauche radicale, l'Union populaire, est en hausse mais, pour le moment, elle est sous le seuil des 3 %.

L'inflation galopante qui accable les classes populaires, l'augmentation des produits énergétiques qui menace la survie de centaines de milliers d'activités, ainsi que la crise du gaz, sont déterminantes dans cette campagne électorale. Meloni, « patriote » mais aussi atlantiste, qui revendique déjà la charge de Première ministre et qui propose de changer la Constitution dans un sens présidentiel, évolue avec précaution sur le plan économique, en lien avec Draghi lui-même et en dialogue avec les classes politiques et financières internationales, car elle est préoccupée par une possible aggravation, à l'automne, de la crise économique.

La campagne pour les élections du 25 septembre bat son plein en Italie.



Fratelli d'Italia est l'héritier du Mouvement social italien (MSI), lui-même héritier du fascisme ; sur son logo brille toujours la flamme tricolore présente sur le cercueil de Mussolini ; si Meloni devient Première ministre, ce sera 100 ans après la conquête du pouvoir par Mussolini, fait symbolique et politique inquiétant, aux pesantes retombées sur le climat réactionnaire d'ensemble du pays. Un gouvernement des forces de droite et fascisantes créera de nouvelles et terribles difficultés pour les classes subalternes, d'abord les secteurs les plus fragiles, les travailleurEs migrants, les pauvres, les chômeurEs et les femmes ; les forces anticapitalistes, démocratiques et antifascistes doivent se préparer à relever de nouveaux défis. La bourgeoisie italienne, même si elle préférerait continuer avec un gouvernement comme celui de Draghi, utilisera sans problème contre les travailleurEs, pour défendre ses intérêts, le gouvernement des droites.

Les impasses du Parti démocrate

Le Parti démocrate prétend être de gauche et constituer une alternative aux différentes droites (avec lesquelles il a gouverné) mais, en réalité, depuis longtemps, il est le parti qui se comporte comme le gestionnaire le plus authentique, le plus cohérent et, bien entendu, le plus « démocratique » des choix politiques et économiques de la grande bourgeoisie italienne et européenne, tels que le projet capitaliste de l'UE les exprime ; voilà pourquoi il partage totalement la politique de Draghi et qu'il est aussi la force politique qui est pour la plus stricte observance du pacte atlantique, c'est-à-dire en convergence avec l'Otan et l'impérialisme étatsunien, comme Fratelli d'Italia. Les deux forces principales de la gauche radicale, Rifondazione et Potere al Popolo, ont créé la liste Union populaire avec quatre députés (en rupture avec le Mouvement 5 Étoiles qui ont constitué le groupe parlementaire « ManifestA ») et

le Mouvement de De Magistris, déjà maire de Naples, avec un programme démocratique et social alternatif, réussissant en deux semaines à récolter les 100 000 signatures garantissant ainsi leur présence dans tout le pays. Au-delà de la verticalité avec laquelle a été composée cette coalition et de quelques limites politiques, elle est la seule liste alternative aux politiques des partis pro-patronaux et elle mérite que l'on vote pour elle. La campagne et le vote contre les droites et les autres forces qui représentent les intérêts des classes dominantes sont importants, mais ils doivent être menés en lien étroit avec la lutte sociale, pour déclencher les mobilisations sur des contenus alternatifs à partir desquels se construira l'émergence de différents mouvements de lutte et leur convergence. Quelques échéances sont déjà programmées, nous y reviendrons dans nos colonnes.

Franco Turigliatto,
traduction Bernard Chamayou

GRÈCE Mettre fin à l'État policier du clan Mitsotakis et de la droite

Peut-être va-t-on enfin vers la chute du Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, qui sévit depuis trois ans...

À en effet été révélé début août que le dirigeant du Pasok, pourtant robinet d'eau fort tiède, Nikos Androulakis, avait vu son téléphone piégé au profit des services secrets, EYP. Le motif apparent semble avoir été la recherche d'éléments pour monter une affaire contre lui avant le congrès du Pasok et imposer ainsi l'élection du Manuel Valls local, Loverdos, qui aurait apporté le soutien du Pasok à Mitsotakis lors des prochaines élections. Dans la foulée on apprenait le même espionnage contre un journaliste enquêtant sur des affaires sensibles pour le pouvoir.

Espionnage à grande échelle

Puis, on a découvert que EYP espionnait ainsi environ 15 000 personnes, parmi lesquelles des responsables politiques, des syndicalistes, des journalistes... Sans oublier les questions autour de l'assassinat resté mystérieux du journaliste Giorgos Karaivaz (2021), travaillant sur le crime organisé. Venant après plusieurs scandales récents — dont la libération d'un metteur en scène protégé du pouvoir et condamné pour viols — ce Watergate grec provoque une énorme crise dans la droite : tentant d'écarter sa totale culpabilité, Mitsotakis a dû renvoyer son secrétaire général, Dimitriadis, ainsi que le chef de EYP, imposé par Mitsotakis qui a même fait modifier la loi à cet effet ! Le Premier ministre prétend ne rien avoir su de ces écoutes, discours repris en chœur par la presse très aux ordres puisque achetée par des subventions dont fut exclue la presse d'opposition.

L'entourage ministériel a d'abord joué la démagogie : le peuple grec a des problèmes plus urgents que le téléphone d'Androulakis. Puis l'évocation du complot : la faute à l'Arménie, l'Ukraine (qui ont protesté), la Russie, la Turquie, et bien sûr Syriza ! Malgré tout, le clan au pouvoir ne peut empêcher les procédures parlementaires d'enquêtes sur une affaire aussi grave : la défense visiblement ordonnée par le Premier ministre, c'est d'une part la destruction des preuves à EYP, d'autre part l'omerta, avec refus des responsables impliqués (EYP, une procureure signant les autorisations d'écoutes, Dimitriadis...) de parler. Il n'est pas sûr qu'il puisse continuer ainsi, d'autant qu'une partie de la Nouvelle démocratie (l'ancien Premier ministre Karamanlis, l'ancien président Pavlopoulos...) dénonce les pratiques du clan aux commandes.

État policier et ultra-libéralisme

Cette affaire n'est pas une surprise : nous soulignons depuis 2019 l'orbanisation d'un gouvernement que la presse bourgeoise présentait comme libéral et modéré. Dès l'été 2019 s'est mis en place un État policier s'illustrant par la nomination de ministres connus comme fascistes pas repentis, dont le ministre de l'Intérieur, Vouridis, qui a osé déclarer qu'il fallait tout faire pour que plus jamais la gauche ne puisse accéder au pouvoir ! Mais il ne faut pas sous-estimer dans ce dispositif l'affairiste clan familial Mitsotakis : le maire d'Athènes est un neveu de Mitsotakis, Dimitriadis, exécutif des sales tâches, en est un autre, les deux se préparant peut-être pour la relève... Et la plupart des ministres sont sur la ligne de casse totale des services publics, d'attaques contre les jeunes et les travailleurEs : que ce soit la criminelle politique contre les réfugiés (bateaux repoussés, fillette laissée sans soin sur un îlot du fleuve Evros et décédée cet été), que ce soit la répression contre les jeunes (police universitaire...), contre les résistances ouvrières (violences policières contre la grève à l'usine de vins Malamatina), contre les habitantEs d'un quartier (invasion d'Exarcheia par les prétoirs pour imposer la destruction de la célèbre place sous prétexte d'une future station de métro), une très dangereuse fuite en avant se renforce. D'où l'urgence de sortir du cadre parlementaire et de lancer de massives mobilisations pour chasser la droite et sa politique !

À Athènes, A. Sartzekis

La réalité du changement climatique se fait concrètement sentir dans le monde entier, comme en témoigne, en France, la récente vague d'incendies, mais les régions les plus touchées ne sont pas celles où les émissions des gaz à effet de serre ont été les plus importantes (comme les États-Unis). Les effets de ces gaz vont souvent se concentrer loin de leur lieu d'origine. Ainsi, l'Asie du Sud, dont la « contribution » au réchauffement atmosphérique global est très faible, et l'Asie du Sud-Est subissent de plein fouet ses conséquences, dont la montée des eaux océaniques qui menace les deltas (Bangladesh...) et les archipels (Indonésie, Philippines...). La modification du cours des grands courants maritimes aura aussi des implications majeures dans le Pacifique ou l'Atlantique. La fonte accélérée des calottes glaciaires polaires va aggraver encore ces tendances.

Une catastrophe d'une ampleur sans précédent

Le Pakistan fait partie des contrées de la « ligne de front » climatique. Il a d'abord été frappé par une vague de chaleur exceptionnelle, la température atteignant en certains endroits les 50 °C, alors que le taux d'humidité dans l'atmosphère était très élevé — une combinaison aux limites de ce que peut supporter le corps humain. Une grande partie du territoire (plus de la moitié ?) est maintenant sous les eaux, une

CRISE HUMANITAIRE Le Pakistan dévasté par les inondations : solidarité !

La catastrophe était annoncée et le pire est peut-être encore à venir. Une grande partie du Pakistan est aujourd'hui noyée sous les eaux, alors que la saison des moussons n'est pas encore terminée. Face à un désastre d'une ampleur exceptionnelle, l'heure est à la solidarité.

catastrophe d'une ampleur sans précédent due au dérèglement de la mousson, à des pluies torrentielles et des crues fluviales brutales, à la fonte accélérée des glaciers himalayens (traversés par le fleuve Indus, le pays s'étend de l'Himalaya au nord à l'océan Indien au sud). Selon les chiffres officiels, plus de 50 millions de personnes ont été forcées de fuir leur lieu de résidence (le Pakistan compte environ 220 millions d'habitants), nombre d'entre elles se retrouvant sans abri, sans ressources, sans accès à l'eau potable ou à des centres de santé. Un million de maisons sont détruites ou endommagées. Dans les régions touchées, le bétail est décimé, les cultures noyées, les infrastructures (routes, ponts) partiellement détruites. On craint de prochaines épidémies (y compris le choléra). Le gouvernement s'avoue impuissant face à l'ampleur du désastre. Or, la saison des pluies n'est pas terminée (elle court normalement de juin à septembre), alors que des protections naturelles (forêts fluviales...) sont balayées par



les crues et que d'importants lacs peuvent encore déborder.

Solidarité internationale

Face à cette situation, une campagne de solidarité internationale est initiée par l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) qui est engagée au Pakistan depuis 2005. Elle soutient financièrement les activités d'organisations et réseaux militants qui se sont immédiatement mobilisés pour apporter de premiers secours aux victimes climatiques dans plusieurs régions. Les transferts sont assurés via la Fondation Crofter qui travaille avec les paysans pauvres, mais aident un éventail de mouvements

qui agissent conjointement pour assurer les secours : la Labour Education Foundation, la Labour Relief Campaign (Campagne de Secours populaire), le Pakistan Kissan Rabita Committee, le parti Haqooq e Khalq... Dans l'immédiat, ils concentrent leurs efforts sur l'acheminement d'eau potable, d'aliments secs et de denrées de base (riz, farine, lentilles, dattes...), de lait en poudre (pour les enfants) et de boîtes de lait, de combustibles, de draps en lin, de serviettes hygiéniques ou en tissu pour les femmes, de vêtements faciles à porter, de chaussures plastiques, de tentes, de fourrage pour le bétail. Ils organisent également des camps médicaux avec de jeunes médecins. La réhabilitation et la reconstruction ne sont pas encore à l'ordre du jour, mais sont préparées par les liens locaux qui se constituent aujourd'hui.

Le NPA a, dans le passé, lui aussi plus d'une fois contribué activement à cette solidarité.

Pierre Rousset
Pour le soutien, se reporter à la page d'accueil d'ESSF: <https://www.europe-solidaire.org/>



FACE À L'EXPLOSION DU COÛT DE LA VIE, UNE VAGUE DE MOBILISATIONS EN GRANDE-BRETAGNE

EXPLOSION DU COUP DE LA VIE, BRUTALITÉ GOUVERNEMENTALE

L'explosion du coût de la vie et, désormais, la démesure de l'augmentation des coûts de l'énergie, entraînent les classes populaires et maintenant de larges secteurs des classes moyennes du Royaume-Uni dans une quatrième crise d'une gravité exceptionnelle.

Les années 2010 ont été marquées par une politique « austéritaire » (de dépenses fiscales pro-riches massives) d'une brutalité extrême. La confusion du Brexit et la sortie de l'UE conduite par la droite, ont saturé le champ politique pendant près de cinq années (nombre de questions n'étant toujours pas résolues) et leur grondement n'a été recouvert que par une catastrophe sanitaire et sociale qui s'est soldée par plus de 200 000 décès, des services de santé à l'agonie et des inégalités toujours plus grandes. L'été et l'automne 2022 auront vu la coïncidence entre d'une part une sécheresse causant jusqu'à l'assèchement de la source de la Tamise et des températures à Londres plus élevées qu'au Qatar à la même période et, d'autre part, un assèchement général des revenus de la majorité de la population, maintenant mise purement et simplement en danger face à l'augmentation de £129 milliards (à £193 milliards)¹ de la facture globale d'énergie : manger ou se chauffer, il faut désormais choisir. À moins que cela ne soit ni l'un ni l'autre.

Une crise brutale

Chacune de ces séquences se superpose et aggrave les autres, socialement, psychologiquement, dans une situation générale d'effondrement accéléré, quasiment sans compensation ni correctif, même illusoire. Le Royaume-Uni voit arriver une rehausse de 80% du plafond des tarifs de l'énergie après une première hausse de 54% en avril dernier, et avant une prochaine, du même ordre,

attendue en janvier 2023, le tout dans un contexte d'accroissement rapide du coût de la vie, en général. Cette crise est d'une brutalité pire encore, peut-être, que les précédentes pour deux raisons au moins : du fait de son apparence à la fois soudaine et effrénée dans un environnement social de plus en plus précaire, et de l'absence d'annonce claire de toute réponse gouvernementale (ne serait-ce que comparable aux

mesures adoptées dans l'urgence pour le maintien de l'emploi face à la pandémie) au prétexte d'une suspension politique qu'imposerait la campagne pour la succession de Johnson. Cependant, à y regarder d'un peu plus près (ce que ne font bon nombre de commentaires), il ne fait et ne doit faire aucun doute que cette brutalité est elle-même à la mesure de la violence de l'agression de classe en cours

dans les conditions cumulées de l'après-Covid, de la guerre en Ukraine et de la crise climatique, notamment. On pense à l'aubaine miraculeuse de la crise énergétique pour les cinq grandes entreprises pétrolières opérant au Royaume-Uni et qui avaient déjà amassé £50 milliards en quelques semaines seulement entre avril et juin de cette année. Mais il ne s'agit que d'un exemple dans une phase

LES
CONSERVATEURS
CHERCHENT LEUR
NOUVELLE DAME
DE FER



CHARMAG

d'accaparement capitaliste post-covid, tous azimuts, caractérisée par l'augmentation moyenne de 29% des revenus de l'élite patronale entre 2020 et 2021, de (en moyenne) £2,01 millions à £2,59 millions, et par la hausse moyenne de 73% des bénéfices des principales entreprises britanniques par rapport à 2019.

Les Conservateurs à l'offensive

Dans ce contexte et sur les questions urgentes du moment, le gouvernement, quant à lui, est tout sauf inactif et la collaboration totale, quelles que soient les manœuvres dilatoires permises par les simagrées rituels autour de succession de Johnson. Trois exemples suffisent : en juillet, en réponse directe aux mobilisations syndicales en cours, les Conservateurs ont adopté une loi levant les restrictions sur l'embauche de demandeurs d'emploi pour remplacer les grévistes², au strict détriment du droit de grève et de la sécurité des travailleuses et travailleurs comme de celle des usagerEs des services concernés ; Liz Truss, désignée, lundi 5 septembre, pour prendre la succession de Boris Johnson, a d'ores et déjà fait savoir qu'elle entendait imposer des restrictions supplémentaires à un droit de grève pourtant déjà soumis à un régime de contraintes particulièrement dissuasives depuis quarante ans, et Truss a également promis une nouvelle vague de réductions d'impôts qui favorisera les plus riches et accentuera la paupérisation du secteur public ; enfin (et corollairement), le gouvernement prépare la mise à sac des garanties

existantes en cas de licenciement des salariéEs de ses propres administrations, projet qui intervient tout juste à la suite de l'annonce de la suppression de 91 000 emplois dans ces mêmes services sur les trois prochaines années. À ces terribles perspectives s'ajoute la proposition d'une hausse de salaire de 2%, en d'autres termes, d'une baisse de 9%. On voit mal comment les membres du syndicat des services publics PCS, qui organise majoritairement le secteur, ne se prononceraient pas elles et eux aussi pour la grève (mise au vote à partir du 26 septembre et pour les six semaines suivantes, et dans la recherche de convergences interprofessionnelles³).

Du côté de la gauche

Les récentes élections législatives en France ont porté au Parlement un certain nombre d'élus de gauche à l'issue d'une séquence politique dominée par la question électorale, entre normalisation et diversification même de l'extrême droite, effondrement ultimes des partis dits « d'alternance », et résurgence programmatique et électorale d'une gauche reconnaissable comme telle. Celle-ci n'a toutefois pas encore été mise au test de luttes d'ampleur. La Grande-Bretagne présente une image inversée du moment qui est le nôtre ici : une importante dynamique de luttes syndicales et sociales — pour rien moins que la survie, dans nombre de cas — mais dépourvue de tout relai parlementaire effectif⁴, et même exposée à l'hostilité parfois déclarée des représentants de l'opposition parlementaire travailliste, à commencer par Keir Starmer lui-même, le remplaçant de Corbyn, qui s'est empressé d'interdire aux membres de l'équipe gouvernementale de se montrer sur les piquets de grève. Résultat : on ne voit ni n'entend personne dans le champ politique institutionnel relayer la revendication aujourd'hui nettement majoritaire en faveur des renationalisations des secteurs de l'énergie et de l'eau, pour commencer. Si de telles aspirations étaient déjà largement partagées de longue date, les circonstances récentes leur ont conféré un degré d'évidence et d'urgence supplémentaire. Fin août, une enquête d'opinion montrait que près de la moitié (47%) de l'électorat conservateur lui-même était désormais favorable à la renationalisation du secteur de l'énergie (27% de ce même électorat se disant « indécis » sur la question). Ils et elles représentent jusqu'à 53% des électrices et électeurs conservateurs des législatives de 2019. Plus généralement, c'est 66% de la population qui souhaite la renationalisation du secteur. Ce chiffre est à peu près le même pour le rail, les services de bus, les services postaux, et du secteur de l'eau et de l'assainissement. Et lorsqu'il s'agit du service de santé national (NHS), le chiffre atteint les 78%⁵.

«Enough is enough»

Les programmes de la gauche travailliste sous Corbyn, en 2017 et 2019, portaient ces priorités tout en montrant que la « nationalisation », à travers des formes, des échelles et des géographies diverses de propriétés publiques, ne se résumait en rien à une restauration du bureaucratisme étatiste d'après-guerre. Keir Starmer, après s'être fait élire sur la promesse de continuer

LA CRISE NE FAIT QUE COMMENCER

En prévision de notre résistance à cette situation, les droits démocratiques ont été restreints et les syndicats ont été davantage entravés par le gouvernement conservateur. Les enjeux sont donc encore plus élevés. Ce qui se passera dans les mois et les années qui viennent donnera le ton de la résistance et des luttes anticapitalistes à venir.

Des grèves sans précédent depuis les années 1980

Aujourd'hui, les entreprises se vantent de réaliser des bénéfices records, mais affirment qu'elles ne peuvent pas se permettre d'augmenter correctement les salaires. Malgré ces bénéfices énormes dans certains secteurs, l'économie elle-même est au point mort, avec une récession mondiale potentielle à l'horizon. Le cauchemar de la stagflation — une économie stagnante accompagnée d'une flambée des prix — est imminent. Mais nous nous battons. Les Tories n'ont pas le soutien de la population. Une majorité de Britanniques veulent la renationalisation de l'eau, une taxation progressive des riches, etc. Des organisations et des coalitions sont lancées. Des protestations ont été organisées et des grèves nationales sans précédent depuis les années 1980 ont lieu. De plus en plus de syndicats sont obligés de prendre position, et des leaders syndicaux comme Mick Lynch sont devenus des noms familiers représentant la lutte des classes. La résistance porte sur les salaires mais aussi sur les prix à la consommation — des campagnes de non-paiement sont lancées et les médias libéraux sont en train d'en faire leurs choux gras. La réponse des « économistes responsables » est de supplier les travailleurEs de

La crise du coût de la vie va déterminer la politique pour les années à venir. Les prix des produits de première nécessité, comme la nourriture et l'énergie, montent en flèche sans qu'on puisse en voir la fin. La malnutrition se répand. La pauvreté au travail s'aggrave. Les banques alimentaires prolifèrent dans tout le pays. Après une décennie de stagnation des salaires, les travailleurEs sont plongés dans une crise encore plus profonde avec moins de ressources. Il s'agit de la plus forte baisse du niveau de vie au cours d'un seul exercice financier depuis que les registres de l'Office national des statistiques (ONS) ont commencé en 1956-1957.



«Manger ou se chauffer? Personne ne devrait avoir à choisir». GUY SMALLMAN

ne pas se battre pour des salaires plus élevés au cas où cela déclencherait une spirale inflationniste et aggraverait la crise. Nous rejetons totalement cet argument, nous ne devrions pas être ceux qui sacrifient nos vies et nos niveaux de vie pour maintenir le capitalisme en tant que système.

Le Parti conservateur est en pleine mutation, blessé par l'éviction de Boris Johnson, mais maintenant avec une course à la direction caractérisée par un nivellement

par le bas des deux candidats à la direction. Ils n'ont pas grand-chose de spécifique à dire sur la crise du coût de la vie, et leur foi dans le marché libre pour se redresser, en fin de compte, n'est pas simplement naïve; elle s'avérera carrément fatale pour beaucoup. Certains disent que cela montre qu'ils sont scandaleusement déconnectés de la réalité. Peut-être. Mais ils croient aussi leurs propres mensonges sur les réductions d'impôts. L'économie de

l'effondrement — démythifiée et rejetée par le grand public — est devenue l'orthodoxie standard d'une droite conservatrice n'ayant aucune idée politique autre que l'autoritarisme et les guerres culturelles.

Les Travailleuses entre le vide et une dangereuse complaisance

Pendant ce temps, les Travailleuses entraînent les pieds, souvent dépassés sur leur gauche par les libéraux-démocrates qui sont beaucoup plus audacieux dans leurs appels à des actions contre les PDG des compagnies de l'eau et de l'énergie. La position des Travailleuses oscille entre le vide et une dangereuse complaisance. Lorsque Starmer propose enfin une politique sur les factures d'énergie, elle est si mièvre et inintéressante qu'elle n'aidera presque personne. Leurs échecs manifestes rappellent leur non-opposition à la Poll Tax dans les années 1980.

La crise des prix de l'énergie est particulièrement aiguë. Elle représentera un transfert de milliards de dollars des salaires des travailleurEs vers les entreprises énergétiques monopolistiques. L'alternative proposée est de donner des milliards aux compagnies d'énergie pour subventionner leurs profits — de toute façon, les compagnies d'énergie sont protégées et leurs actionnaires sont heureux.

Et la crise du coût de la vie rejoint la crise environnementale. Nous entrons dans une phase avancée du capitalisme, de plus en plus définie par la dégradation de l'environnement : 200 ans de capitalisme se sont avérés être trop pour la Terre, et nous sommes face au choix entre dépasser le capitalisme pour un système socio-économique plus harmonieux en équilibre avec les besoins des gens et de la planète ou se précipiter vers le désastre sous le culte de la mort du capitalisme.

Sortir d'une « crise diabolique »

L'inflation est aussi en partie due au changement climatique, c'est pourquoi il est peu probable

qu'elle disparaisse d'ici quelques années. Nous sommes confrontés à ce qu'Andrew Sayer appelle une « crise diabolique » : on ne peut pas améliorer une chose sans aggraver une autre problème. Comment combattre la crise du coût de la vie sans exacerber la crise environnementale? Les Travailleuses ignorent cette contradiction, ils se précipitent pour embrasser la crise diabolique. Ils affirment que la croissance économique est la seule réponse à une époque où beaucoup contestent le mantra de la croissance comme seule solution. Ceux qui cherchent des solutions des années 1970 dans les années 2020 sont condamnés à creuser leur propre tombe. L'objectif socialiste est de soutenir les grèves, d'aider à construire des mouvements sociaux de masse et de proposer des revendications audacieuses qui passent de la défensive à l'offensive. En tant que tel, nous approuvons et soutenons activement les politiques suivantes :

- Augmentation immédiate du minimum vital (*living wage*) et de toutes les allocations publiques pour aider la classe ouvrière à faire face à la hausse des prix de la nourriture et des biens de consommation nécessaires, des loyers et des prix de l'énergie;
 - Contrôle des prix des biens de consommation, y compris la nourriture, fixé par des comités de travailleurEs et de consommateurEs;
 - Plafonnement des prix des loyers et indexation au niveau des loyers sociaux;
 - Réintroduction du plafond sur les factures d'énergie au niveau d'avril 2022;
 - Fin des prix plus élevés pour celles et ceux qui ont des comptes à prépaiement;
 - Mise des entreprises de l'énergie, de l'eau et des transports dans le giron public et les faire évoluer rapidement vers des sources d'énergie renouvelables;
 - Un impôt progressif sur la fortune des particuliers et une augmentation significative de l'impôt sur les sociétés. Les entreprises qui ne peuvent pas payer les salaires en fonction de l'inflation devraient être nationalisées et placées sous le contrôle des travailleurEs;
 - Résistance face aux attaques contre nos libertés civiles, notre droit de manifester et les tentatives de museler nos syndicats; lutter pour une charte des droits démocratiques et des droits des travailleurEs;
 - Pour des assemblées démocratiques des mouvements sociaux, des organisations socialistes et des syndicats afin de coordonner notre riposte.
- Nous soutenons activement les protestations et manifestations de masse, les campagnes d'action directe et toutes les grèves des travailleurEs autour des salaires. Nous soutenons toute action, y compris le non-paiement des factures d'énergie. Nous avons besoin de solidarité collective et de transformer notre crise sociale en une crise politique pour le Parti conservateur et les patrons.

Anticapitalist Resistance

150 000 GRÉVISTES LORS DE LA JOURNÉE DU 31 AOÛT

Mercredi 31 août, les travailleurEs des postes et des télécommunications ont organisé ensemble la plus grande des journées de grève dans le cadre de la révolte croissante contre les bas salaires. Plus de 150 000 travailleurEs de Royal Mail, British Telecom (BT) et Openreach, tous membres du syndicat CWU, se sont opposés à des patrons déterminés à leur imposer des réductions de salaire.

Ensemble, ils ont donné un aperçu du potentiel d'une action unie des travailleurEs sur les salaires.

Pour les travailleurEs de Royal Mail, il s'agissait de la deuxième grève après une première journée puissante et inspirante le vendredi de la semaine dernière. « Le sentiment est toujours aussi fort : nous sommes toujours unis dans ce que nous voulons obtenir », a déclaré Gary, un gréviste du bureau de livraison de Forest Gate, dans l'est de Londres. « Si vous ne vous levez pas pour dire à l'entreprise que les choses ne sont pas acceptables, vous vous faites piétiner. C'est une façon pour nous d'exprimer nos sentiments. » Pendant ce temps, les travailleurEs de BT Group terminaient leur deuxième journée de grève. Ils et elles avaient déjà fait grève pendant deux jours en juin. Colin, un ingénieur d'Openreach et représentant du CWU, a expliqué qu'il avait passé ces deux jours à faire du piquetage au central téléphonique de Merton Park, dans le sud de Londres. « Nous avons dix personnes sur notre piquet de grève à un moment donné hier », a-t-il déclaré.



GUY SMALLMAN

« Et je pense qu'un très très grand nombre de personnes ne se sont jamais présentées au travail pendant ces deux jours. C'était très réussi. »

La grève a montré le potentiel d'une action unie

Les deux groupes de travailleurEs sont confrontés à des assauts presque identiques de la part des patrons. Les directeurs généraux de Royal Mail et de BT Group engrangent les bénéfices et s'octroient de gros bonus ainsi que des millions de livres à leurs actionnaires. Mais tous deux affirment qu'il n'y a pas d'argent pour

une augmentation de salaire et ont imposé aux travailleurEs des augmentations de salaire inférieures à l'inflation — des réductions de salaire en termes réels.

« Nous avons travaillé pendant toute la pandémie et Royal Mail a réalisé un bénéfice de 780 millions de livres », a expliqué un autre gréviste de Forest Gate. « Ils devraient au moins nous donner quelque chose en échange de notre dur labeur. L'inflation est plus élevée et ils ne nous offrent qu'une augmentation de salaire de 2%. » La grève a montré le potentiel d'une action unie. Mais les dirigeants du CWU ont manqué une

occasion en n'organisant pas de rassemblements communs ou d'événements de grève le mercredi. Et il y a eu très peu de rapports ou d'exemples de travailleurEs de BT et de Royal Mail visitant les piquets de grève de l'autre. La raison probable est la réticence des dirigeants syndicaux à agir d'une manière qui pourrait éventuellement être visée par des lois antisyndicales. Mais cette attitude limite ce qui peut être fait pour renforcer les grèves.

Lorsque des activités conjointes ont eu lieu, elles étaient souvent l'initiative de militants locaux du CWU ou d'autres syndicats. Les grévistes de Royal Mail et de BT Group ont tenu un rassemblement commun organisé par la branche CWU Greater Mersey Amalgamated. Et les grévistes de BT se sont assurés de tenir un piquet de grève à Weymouth mercredi, là où il n'y en avait pas eu auparavant, car il se trouvait dans le même bâtiment que le bureau de distribution de Royal Mail. Les grévistes des deux conflits souhaitent davantage de coordination et de solidarité.

Nick Clark

Publié sur <https://socialistworker.co.uk/>

AUTOMOBILE

Le démantèlement de Renault en marche

En cette fin d'été 2022, les projets de démantèlement de Renault se précisent autour de la division du groupe en deux entités, l'une consacrée aux moteurs thermiques et l'autre aux activités électriques, les projets Ampère et Horse.

J eudi 1^{er} septembre, le Monde en précisait les partenaires : Aramco, groupe pétrolier au capital boursier de 2200 milliards d'euros (contre moins de 9 milliards d'euros pour Renault), « bras armé » de l'Arabie saoudite, entrait au capital de la société dédiée aux activités thermiques, au côté du constructeur automobile chinois Geely.

Monopoly mondialisé

Geely, qui a racheté Volvo en 2010, possède également 10% de Mercedes. Selon le Monde, Geely et Renault pourraient détenir chacun 40% du capital de la société pour les moteurs thermiques, et Aramco 20%. Renault, minoritaire dans ce nouveau conglomérat, en perdrait le contrôle. Renault et Volvo seraient donc, trente ans après un projet de fusion, maintenant reliés. L'alliance Renault-Nissan est oubliée par les nouveaux stratèges de Renault.

Macron à la manoeuvre

Les informations diffusées par la presse spécialisée participent de ce Monopoly financier. Macron, dont la seule expérience professionnelle est celle de banquier, est bien sûr dans le secret des ces opérations visant à marier Renault avec le pire pollueur de la planète, venu du pays resté le plus féodal. La direction de Renault ne peut pas se lancer dans ces opérations géopolitiques sans l'aval, sinon l'instigation, de l'État, son actionnaire de référence. Et pire encore, selon le Monde l'Élysée était au courant des pourparlers avec Aramco au moment de la visite en France du prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman, le 28 juillet.

Assez du secret des affaires!

Depuis des mois, le démantèlement de Renault se prépare dans le silence assourdissant des oppositions parlementaires et des centrales syndicales, même si la CGT semble — tardivement — prendre conscience des risques du démantèlement de Renault. Assez du secret bancaire et des affaires qui avait permis toutes les malversations de Carlos Ghosn! Renault et son actionnaire de référence, le gouvernement, doivent rendre des comptes tout de suite.

Face à des opérations de cette envergure et alors que la crise climatique s'aggrave, pour répondre aux besoins de la majorité de la population il n'y a pas de solutions durables sans une remise en cause des activités qui massacrent climat et environnement. Et sans rupture avec les exigences du profit. Avancer ces perspectives est le meilleur moyen pour aider à défendre l'emploi « coûte que coûte ».

Correspondants

ÉDUCATION NATIONALE

Une rentrée pire que les autres

Dans les médias, le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye s'est dit « satisfait » de sa rentrée. Exercice de communication convenu, les déclarations ministérielles n'ont pas pu, cette année, résister au constat qu'usagerEs comme personnels ont pu effectuer.

L a dernière semaine d'août a montré une fébrilité certaine du côté du pouvoir. Avec plusieurs milliers de postes, dans le primaire comme dans le secondaire, non pourvus suite au concours 2022, faisant suite à plusieurs années de pénurie, avec l'augmentation exponentielle des démissions et des ruptures conventionnelles, le tocsin sonnait fort au gouvernement : la rentrée serait un échec si chaque classe n'avait pas unE enseignantE à la rentrée. C'est donc une véritable chasse au contractuelE qui a eu lieu durant l'été.

Un manque de personnel sans précédent

Le recrutement a ainsi été effectué en promettant des facilités d'affectation. Facilités qui se sont exercées, selon l'aveu même du recteur de Créteil, au détriment des titulaires! Mais, au-delà du recrutement, c'est aussi un effort de « fidélisation » qui a été déployé. Les rectorats ont parfois offert des contrats nettement mieux rémunérés que les stagiaires ou néo-titulaires.

Malgré tous ces efforts déployés, le bilan reste mauvais. Aucun département n'est à ce jour complètement doté. Partout il manque des profs dans les collèges, des temps partiels ou des décharges de direction ne sont pas complétées dans le primaire, et il manque toujours autant de d'administratifEs, d'infirmierEs, d'AS... Quand, dans quelques semaines, les démissions des contractuelEs commenceront à se faire sentir, les remplacements d'absence ne seront assurés nulle part (les personnels dédiés étant d'ores et déjà affectés à l'année), le discours ministériel ne tiendra plus.

Ces recrutements express ne parviennent pas à compenser les hausses du nombre d'élèves pourtant prévisibles. Dans de

nombreux établissements du secondaire, notamment les plus populaires, les effectifs par classe explosent une nouvelle fois.

À quel jeu joue le gouvernement?

Au-delà de la crise structurelle, les réponses apportées doivent être scrutées à l'aune de l'objectif des libéraux au pouvoir. Ainsi si les nouvelles conditions salariales et d'affectation des contractuelEs sont de bonnes nouvelles pour les personnels concernés, ces efforts, conjugués à l'annonce d'un concours de titularisation, ne sont pas l'expression d'une empathie soudaine mais révélateur d'un projet politique. L'enjeu est bien d'ouvrir une double entrée dans le métier, par le statut et par le contrat, en favorisant, cela va de soi, la deuxième hypothèse. Il faut mettre cela en parallèle avec le développement annoncé des Contrats locaux d'accompagnement (CLA) et des cités éducatives. Dans ces deux dispositifs, une enveloppe spécifique de moyens

sera allouée en fonction de l'évaluation faite par l'institution des projets en place. En gros cela revient à donner plus à celles et ceux qui feront ce qui plaira aux donneurs d'ordre.

Individualisation des carrières via la casse du statut et contractualisation des moyens via l'autonomie : voilà les deux moyens que le gouvernement avance. Et l'objectif est simple : il s'agit d'assujettir les personnels et leurs pratiques pour enlever toute mission émancipatrice à cette école de classe.

Renverser la vapeur

Mettre en échec cette stratégie nécessite deux actions concomitantes. La première consiste à organiser la colère qui s'exprime. Ainsi, des grèves ont commencé dans certains établissements, et vont se multiplier. Dans l'académie de Grenoble, une AG intersyndicale a réuni 80 collègues et a appelé à la grève départementale le jeudi 8 septembre. Dans l'académie de Créteil, plusieurs collègues et lycées étaient en grève

dès le lundi 5 septembre, avec un rassemblement organisé dans le 93 devant la DSDEN. Dans le 92, le lycée Galilée de Gennevilliers a voté la grève reconductible à partir du 5. C'est dans cette perspective que la grève interprofessionnelle du 29 septembre, appelée par la CGT, la FSU et Solidaires, constitue un point d'appui important. En effet, la question des salaires, indignes dans l'Éducation nationale, notamment pour les AESH, est une des questions clefs qui explique la difficulté à recruter. Il faudra, selon le climat des assemblées générales auxquelles il faut inciter le plus de personnels à participer, construire d'autres dates de mobilisation, en s'appuyant sur les mobilisations qui se font jour dans le secteur.

La deuxième consiste à continuer à montrer à l'opinion publique l'état réel de l'école et de celles et ceux qui la font tourner au quotidien. La grève du 13 janvier 2022 avait montré à quel point le soutien de l'opinion publique était à la fois du carburant pour les grévistes, et un appui considérable face à nos gouvernants. Et dans une période où l'ensemble de notre camp social est frappé par une hausse massive des prix, ce soutien est totalement accessible. C'est aussi l'occasion, avec les forces syndicales, mouvements pédagogiques, de construire et proposer un autre projet pour l'école autour d'un socle unifiant de revendications.

La potentialité de la période est forte. Il ne s'agit pas de faire valoir les intérêts des unEs au détriment des autres mais, au contraire, de créer dans chaque secteur les conditions pour que la colère s'exprime à l'instar de ce qui se passe outre-Manche.

Antoine Bouyou



TOULOUSE L'inflation galope, Tisséo s'en moque et le climat peut attendre

Tisséo et Toulouse Métropole, par le biais de Jean-Michel Lattes, adjoint de Jean-Luc Moudenc, ont annoncé au début de l'été une hausse des tarifs de transports en commun pour septembre 2022. Le vote actant cette décision s'est fait à l'unanimité.

Autrement dit avec la droite, le PS et autres « divers gauches ».

I l ne leur aura pas échappé l'inflation galopante qui touche profondément des millions de ménages, les contraignant à se restreindre sur les besoins premiers du quotidien. Il ne leur aura pas échappé le fait que les transports en commun sont un puissant levier de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique en faisant reculer la place de la voiture individuelle. À condition évidemment d'en faciliter profondément l'usage.

Une hausse délétère sur les plans social et écologique

Enfin, il ne leur aura pas échappé que cette même métropole vient d'instaurer une zone de faible



émission (ZFE), sans véritables alternatives mises en place. Condamnant des milliers de pauvres localement à ne plus utiliser leur véhicule qualifié de « trop polluant » alors que les riches peuvent continuer à utiliser leurs

SUV et autres véhicules aux lourds impacts environnementaux, mais qui ont subtilement obtenu le critère « peu polluants ».

De même que dire du soutien politique et financier de la métropole au développement de projets

routiers supplémentaires autour et à Toulouse?

Tisséo et la métropole cherchent à se donner bonne conscience en précisant que des tarifs solidaires seront maintenus, mais ce ne sera que partiel et ils sont déjà insuffisants car fondés sur des critères de ressources déconnectés des réalités sociales.

Au NPA, nous affirmons que si un large recul de la voiture est une nécessité, il ne doit pas se faire sur le dos des pauvres qui n'ont pas le choix, poussés toujours plus loin par la gentrification. Aussi, nous affirmons que la hausse des tarifs Tisséo est délétère sur les plans social et écologique. La gratuité totale des transports en commun est nécessaire. Sans délai. C'est possible, selon l'observatoire des villes du transport gratuit, cela concerne déjà des dizaines de villes en France.

NPA 31

l'Anticapitaliste



Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet

ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



Début juillet, c'est avec une certaine délectation que le NPA a vu s'effondrer le château de cartes mis en place par l'ARS autour de la mission Rosetti. Il était évident pour n'importe quel militant syndical ou politique que le scénario proposé par l'expert Rosetti¹, fût-il affublé de la pompeuse marque du « Ségur de la santé », allait soulever des oppositions. Elles furent rapides, et la mobilisation importante — comme il y a quatre ans autour de la maternité.

Un pas en avant, deux pas en arrière ?

Le dispositif unitaire et la dynamique créée autour de la « Coordination santé du pays de Guingamp » ont permis de mobiliser de manif en manif au-delà du personnel du centre hospitalier. Les éluEs eux mêmes, surtout en période électorale, ne pouvaient accepter de voir fermer deux services vitaux pour la population : le bloc chirurgical ouvert 24/24 h et la maternité. Isolé politiquement, le député LREM sortant Yannick Kerlogot a fini par sombrer, et il restait à la candidate de la Nupes à cueillir le fruit mur de la 4^e circonscription.

Et, cerise sur le gâteau, courant juillet, Noël Le Graet, président de la Fédération française de football et guingampais (ex-maire PS de la ville), annonçait que Macron lui avait consenti la faveur de ne pas fermer la maternité. On navigue en plein vaudeville... L'annonce de ce scoop par un

HÔPITAL DE GUINGAMP (22) La mobilisation paie, et doit se poursuivre

Le service public hospitalier nous appartient: il n'est ni à l'Agence régionale de santé (ARS) Bretagne ni aux décideurs politiques !



NPA

acteur complètement extérieur au sujet sentait le désamorçage, le rétropédalage et la bérézina politique. Et, à ce moment-là, aucune annonce officielle de l'ARS. Même les « renseignements territoriaux », incrédules, téléphonaient à des syndicalistes pour se persuader que ce n'était pas un gag. Avec une phrase savoureuse dans la bouche d'un policier : « finalement la politique, c'est simple comme un coup de fil ! » Puis, au mois d'août, l'ARS tempérait et reprenait la main, affirmant que la mission Rosetti était une

simple étude de scénario, que la partie du rapport concernant Saint-Brieuc et Lannion était validée mais que la situation guingampaise devait faire l'objet d'un travail complémentaire et surtout de plus de concertation, notamment avec les éluEs. En filigrane, dans son communiqué, l'ARS maintient le doute en remplaçant le mot maternité par « centre périnatal » et le sort de la chirurgie se dessine toujours autour du seul objectif de l'ambulance. Pour décoder le langage administratif : l'ARS garde

le rapport Rosetti mais sans le dire et elle espère que la mobilisation des derniers mois retombe.

Maintenir la pression

Avec les personnelEs du centre hospitalier, les usagerEs, la population, avec toutes les organisations qui se battent pour un hôpital de plein exercice, il reste à construire dans la durée une riposte avec des mobilisations multiformes.

Quand bien même les annonces de Macron au président de la FFF relèveraient du « fait du prince », nous ne boudons pas le plaisir d'avoir fait reculer l'ARS, d'avoir contribué au « licenciement » du député En Marche Kerlogot. Mais il ne faudrait pas que ce succès soit dilapidé dans la pseudo concertation entre l'État et les éluEs locaux, qui vantent déjà les vertus du dialogue social que doit mettre en œuvre la Première ministre Borne dès ce mois de septembre. Or chacun sait que « ce n'est pas dans les salons que nous aurons satisfaction »...

Comité Nathalie Le Mé

1 – Lire « Mission Rosetti, un travail de démolition », *L'Anticapitaliste* hebdo n° 582, 16 septembre 2021.

PSA/STELLANTIS POISSY La brutalité bureaucratique

Depuis plus d'un an, la direction fédérale de la métallurgie CGT et l'union départementale 78 ont enchaîné les attaques destinées à exclure le syndicat CGT « historique » de l'usine PSA (devenue Stellantis) à Poissy, ses militants, dont son secrétaire Farid Borsali, tout en démandant Jean-Pierre Mercier, délégué syndical central (DSC) du groupe, un des animateurs du syndicat et porte-parole national de Lutte ouvrière.

La CGT du groupe PSA est un syndicat historique par son ancienneté, existant depuis 60 ans, mais aussi et surtout par l'opiniâtreté des équipes militantes qui l'ont fait vivre dans un groupe, une entreprise connues pour leur anti-syndicalisme aussi primaire que violent.

Crise politique

La crise de succession après le départ de Bernard Thibaut et la perte du premier rang au plan des élections professionnelles ont profondément perturbé les rangs de la confédération. Les appareils cherchent des solutions en lien avec leurs sensibilités politiques, éclatées depuis l'affaiblissement de l'influence du PCF.

C'est ainsi que se sont fédérées autour de l'adhésion à la Fédération syndicale mondiale (FSM) nombre de structures parfois « radicales ». À l'opposé, l'équipe autour de Philippe Martinez tente d'imposer une candidature au poste de secrétaire général de la confédération en lien avec une orientation d'ouverture aux mouvements sociaux, aux partis politiques et des perspectives de recomposition syndicale.

Les dégâts collatéraux sont multiples : chaque structure règle ses comptes au nom du fédéralisme, principe largement dévoyé par les fédérations qui se livrent à des purges en leur sein. Ainsi le Syndicat du nettoyage, avec l'appui de la direction de la Fédération des services publics, a forcé au départ plusieurs centaines de militantEs du syndicat de la Ville de Paris, sur fond de violences sexistes.

Méthodes patronales

La CGT du groupe PSA et son DSC sont ainsi victimes d'une trop grande visibilité dans un groupe, une branche, où, avec les enjeux industriels et la casse sociale, la Fédération souhaite pouvoir prendre toute sa place, avec toute sa légitimité dans le dialogue social. Tout le panel des malfaisances patronales est utilisé. Intimidations, chantage, menaces, envoi d'huissiers, appel à la justice bourgeoise. Malgré le soutien de plus d'un millier de syndiquéEs du groupe au travers d'une pétition, de la majorité des structures syndicales votant en faveur de Jean-Pierre au poste de DSC, contre le représentant de la direction fédérale¹.

Celle-ci joue l'usure et le découragement, tout en comptant bien sur l'aide de la direction de Stellantis trop contente de se débarrasser de militantEs combattifs et rétifs au dialogue social. Il s'agit aussi d'un avertissement aux autres équipes syndicales tentées, conformément au principe du fédéralisme, d'exercer une autonomie de pensée et d'action... inacceptable pour la direction de la Féd.

La prochaine confrontation aura lieu le 20 octobre avec comme objectif, de la part de la Féd, d'obtenir de la justice que les membres de l'ancienne organisation cessent de se revendiquer de la CGT, de parler en son nom, d'utiliser son logo et qu'ils soient condamnés à payer 1 000 euros d'amende chaque fois qu'ils le feront. Le NPA apporte son soutien inconditionnel à Jean-Pierre et à toute l'équipe militante du syndicat « historique ». Nous appelons à signer et faire signer la pétition de soutien², à initier des prises de position de structures en soutien. Nous serons présents au rassemblement du 20 octobre.

Robert Pelletier

1 – Dossier du syndicat : <https://contre-exclusions-cgt.blogspot.com/>
2 – <https://chng.it/dLw4ZPsGzZ>



DR

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

C'est comment qu'on freine ?

L'été 2022, avec son lot de fléaux (canicule, sécheresse, mégafeux, tornades, grêlons...), sonne le tocsin à la porte du gouvernement qui, comme les précédents, reste hermétique aux intérêts vitaux de la planète et de ses occupantEs, et à l'écoute de ceux qui possèdent les moyens de décider, de produire, de diriger nos vies. Les riches ont les cartes en mains, les gouvernants suivent docilement leur règle du jeu capitaliste.

Les réponses du gouvernement sont scandaleusement insuffisantes. Au « sursaut » réclamé par le Haut conseil pour le climat, Macron répond par une nouvelle méthode autoritaire comme lors de la crise sanitaire : le Conseil de défense sur l'énergie, qui n'a pour l'instant qu'exploré des pistes libérales.

Encore du bla-bla-bla

Macron qui semble découvrir les vertus de la sobriété, en utilise habilement le langage pour embrayer pied au plancher sur la responsabilisation individuelle et sur la culpabilisation style « l'opulence, c'est terminé ». Sans vergogne, il invoque l'effort national, comme si les responsabilités étaient partagées. Ainsi, il en appelle au sens civique et aux « petits gestes individuels », mais reste muet sur le mode de vie des plus riches (jets privés, golfs arrosés, yachts...) dont on sait parfaitement qu'il ruine la planète. Le patrimoine financier des 63 milliardaires français émet autant de gaz à effet de serre que celui de 50 % de la population. Macron propose de baisser de 10 % la consommation énergétique en deux ans, de 40 % d'ici 2050, sans dire comment. Vu les moyens mis en œuvre, même ces objectifs — insuffisants — ne seront pas atteints.

MACRON APPELLE LES FRANÇAIS A FAIRE DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE



Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, a eu une idée lumineuse : éteindre les enseignes publicitaires et commerciales. Merci, la loi existe depuis juillet 2018 et n'est pas respectée.

Les propositions concrètes sont ailleurs

Ces gens-là ne sont pas sérieux ! Qu'ils laissent la place, et qu'ils laissent agir celles et ceux qui ont des propositions transitoires concrètes :

– Rénover et isoler 700 000 logements/an. Le logement représente 50 % de la dépense énergétique.

– Limiter l'artificialisation des sols, suspendre tous les projets routiers.

– Développer le ferroviaire et le fluvial pour le transport des marchandises.

– Multiplier les transports en commun, rendre gratuits ceux du quotidien pour aller se soigner, faire les courses, étudier, travailler, se cultiver... En Allemagne le ticket de train à 9 euros a permis d'économiser 1,8 million de tonnes de CO₂. En Espagne certaines lignes de train sont gratuites jusqu'à la fin de l'année. L'expérimentation de la gratuité des bus dans une

trentaine de villes et agglomérations en France aide à se passer de la voiture.

– Changer de modèle agricole, développer les cultures moins gourmandes en eau, privilégier l'agriculture écologique afin de se passer à court terme des pesticides et engrais chimiques...

– Supprimer certaines productions inutiles (armement, nucléaire, publicité).

– En finir avec l'obsolescence programmée des appareils, pourvoir aux réparations.

– Préserver la ressource en eau en rendant gratuits les premiers m³, voir quelles sont les consommations de luxe à interdire (arrosage des greens des golfs en période de sécheresse).

– Arrêter le nucléaire, dangereux, incapable d'assurer une production électrique suffisante, qui utilise de grandes quantités d'eau...

La liste des mesures de transition à prendre pour passer d'une économie basée sur l'exploitation intensive des ressources du sous-sol (gaz, pétrole, eau, charbon...), mise en cause dans le basculement du climat, est connue. Alors Macron, remballer tes mesurètes et ta poudre aux yeux, on ne va compter que sur nous-mêmes pour sauver le climat et nos vies. **Commission nationale écologie**

Les Nôtres**Patrick Puech nous a quittés**

Patrick Puech, militant du NPA dans le Tarn-et-Garonne, nous a quittés brutalement lundi 15 août, victime d'un malaise cardiaque alors qu'il faisait une sortie en vélo.

Patrick a commencé à travailler à EDF à Arjuzan dans les Landes puis à Ambes. Il était alors syndiqué à la CFDT. Rapidement il se rapproche de la LCR pour mener le combat politique. En 1989, il obtient une mutation pour la centrale de Golfech et viendra s'installer dans le Tarn-et-Garonne.



DR

En 1995, il quitte la CFDT pour rejoindre la CGT où il restera un membre actif. Épris de justice sociale, Patrick était de tous les combats sociaux. Il a défendu avec passion les services publics et notamment ceux de la santé à travers la défense de l'hôpital de Moissac. Il s'est investi également dans le combat contre la ligne LGV, combat dont il fut un membre actif. Sa conviction de la nécessité de transports en commun de proximité, il la mettait en pratique et lors de chaque réunion à Montauban il n'hésitait pas à faire un trajet beaucoup plus long mais en train + vélo ! Il était aussi membre de la commission écologie régionale de notre organisation. Profondément humaniste et anticapitaliste, il était de toutes les batailles contre les oppressions et militait pour un changement radical de société. Il savait argumenter pour défendre ses idées et être actif quand c'était nécessaire. Nous garderons de lui, en particulier, le souvenir d'un camarade qui intervenait dans nos réunions toujours avec calme mais avec conviction. Il aimait la vie, la nature, le sport, et c'était un copain qui savait partager des moments de convivialité.

Nos pensées dans ces circonstances vont à Dany, Mathieu, Romain, Séverine et ses petits-enfants Eloan et Timothée ainsi qu'à tous ses proches. Salut camarade, le combat continue et tu nous manqueras.

Bernard (NPA 82)

Fête de l'Humanité**Face à Macron et aux capitalistes, la nécessité d'une riposte unitaire et radicale**

Chaque mois de septembre, la même question revient dans les grands médias... et dans les milieux militants: la « rentrée sociale » sera-t-elle agitée ? Une chose est certaine: le NPA l'espère, et entend y contribuer, dans une démarche associant unité et radicalité. Tel est le sens de notre présence à la fête de l'Humanité, rendez-vous populaire où se retrouvent chaque année l'essentiel des sympathisantEs, militantEs et organisations de la gauche sociale et politique.

L'été a été marqué par une poursuite de l'inflation, avec en perspective une accélération de l'augmentation des prix de l'énergie, le maintien d'un prix très élevé pour les carburants, et une flambée des prix de l'alimentation. Et ce ne sont pas les mesurées adoptées à l'Assemblée cet été qui changeront quoi que ce soit au fait que le coût de la vie monte en flèche, les prix augmentant beaucoup plus vite que les salaires et les revenus.

Les conditions d'une explosion sociale sont là

Durant l'été, l'augmentation du coût de la vie et l'incapacité du gouvernement à y faire face se sont en outre doublées d'une multiplication des événements climatiques extrêmes, qui ont non seulement mis à l'agenda, d'une façon probablement inédite, la question de l'urgence climatique, mais qui ont en outre illustré à quel point l'abandon des services publics réduisait notre capacité à faire face, collectivement, aux crises qui s'accroissent. Le pouvoir est inquiet d'une explosion sociale. La Grande-Bretagne et ses grèves ne sont pas loin, et le souvenir des Gilets jaunes est présent. Les raisons de la colère sont bien là, a fortiori lorsque l'on nous répète ainsi qu'il va falloir faire des

« sacrifices », travailler plus longtemps, être mal payés, mais que dans le même temps on refuse de taxer les profits des grandes entreprises ou de s'en prendre au mode de vie des plus riches, qui accélèrent la destruction de la planète avec leurs jets privés et leurs loisirs pillant les ressources, à commencer par l'eau.

Il faut un plan de bataille pour stopper Macron

Le gouvernement ne comprend qu'un langage, celui du rapport de forces, comme l'avait montré son affolement face aux Gilets jaunes. À ce titre, nous

nous félicitons de l'appel à la grève interprofessionnelle le 29 septembre: une date qui pourrait être, dans la foulée de la journée des salariéEs de la santé le 22, l'occasion d'une mobilisation massive, mais qui reste à construire. Sa réussite contribuerait à changer l'ambiance et à redonner confiance à notre camp.

De même, la perspective d'une marche contre la vie chère en octobre est une bonne nouvelle: si elle est préparée dans l'unité, articulée avec la grève du 29 septembre, et pensée comme une étape dans la construction d'une mobilisation populaire

d'ampleur et pas comme une simple démonstration de force pour venir en appui aux députéEs de la Nupes, elle peut être un point d'appui dans l'organisation de la bataille contre Macron et ses politiques.

La nécessité d'une gauche de combat

Dès lors, les récentes déclarations de Fabien Roussel expliquant qu'il ne « souhaite pas faire entrer le pays dans un cycle de manifestations et de grèves » ont de quoi surprendre... et inquiéter. Pense-t-on que l'on pourra faire l'économie d'une mobilisation massive, au-delà d'une seule journée de grèves et de manifestations, si l'on veut vraiment faire reculer Macron ? Nous ne le pensons pas, et sommes sûrs que c'est également le cas de nombreux et nombreuses camarades du PCF, à qui nous ne manquons pas de nous adresser pour construire la riposte.

Au-delà, le NPA continuera d'avancer, dans le débat public à gauche, la perspective de la nécessaire reconstruction des outils d'organisation et de défense de notre classe, y compris sur le terrain politique, pour faire face à la menace de l'extrême droite et pour faire vivre un horizon politique de rupture, en posant la question d'une nouvelle organisation sociale, d'une transformation révolutionnaire de la société.

Le programme du stand du NPA à la fête de l'Humanité

Rendez-vous au stand du NPA, situé sur l'allée Bobby Sands

VENDREDI ET SAMEDI, 21H

Soirée Marx, Engels, Lénine et Beyonce, avec Tarik.

SAMEDI, 14H

Présentation-signature de l'ouvrage *La Révolution et nous* (éditions la Brèche, 2022), en présence de son auteur **Alexander Neumann**.

SAMEDI, 15H30

Cédric Hugrée, co-auteur de *l'Université qui vient: un nouveau régime de sélection scolaire* (éditions Raison d'agir, 2022), sera présent sur le stand de la librairie La Brèche.

SAMEDI, 16H

Débat sur la rentrée sociale et les perspectives à gauche, en présence d'**Olivier Besancenot** (porte-parole du NPA), de **Sarah Legrain** (députée LFI/Nupes), de **Murielle Guilbert** et **Simon Duteil** (co-députéEs de Solidaires), et d'autres représentantEs de la gauche sociale et politique.

SAMEDI, 18H

Intervention de **Philippe Poutou** (porte-parole du NPA et ex-candidat à l'élection présidentielle).

**Point de vue****Faire griller les hommes plutôt que les animaux ?**

Alors que les classes se sont retrouvées vides de professeurEs à la rentrée, que l'inflation plonge une partie de la population dans la pauvreté et que notre système énergétique est à bout de souffle, le champ politique et médiatique a choisi de polémiquer sur... le barbecue. Nous publions une contribution sur la question.

Sandrine Rousseau a déclaré aux journées d'été d'EÉLV, qu'« il faut changer de mentalité pour que manger une entrecôte cuite sur un barbecue ne soit plus un symbole de virilité. » S'en est suivie une vague de harcèlement misogyne sur les réseaux sociaux, qui peut nous inquiéter sur la stupidité des êtres de genre « masculin » quand les arguments de types préhistoriques font leur apparition.

La viande comme marqueur social genré

Revenons à nos moutons (ou à nos biftecks) : existe-t-il un lien, comme Sandrine Rousseau le déclare, entre la virilité et le fait de manger de la viande ? Le rapport genré à la nourriture est un sujet pourtant étudié en sciences sociales. Quand on regarde de plus près, nous avons effectivement des pratiques alimentaires très différentes selon que l'on est un homme ou une femme. Les hommes ont par exemple un apport énergétique 38% supérieur à celui des femmes, alors qu'elles font plus de régimes et sont plus susceptibles de développer des troubles du comportement alimentaire (TCA). Les hommes mangent également plus de viande, et notamment plus de viande rouge.



DR

Qu'est-ce qui se joue alors symboliquement dans le fait de manger de la viande ? Manger de la viande, c'est tout d'abord vu comme le fait d'acquiescer de la force. On associe d'ailleurs encore trop souvent le fait d'être musclé/sportif/en bonne santé au fait de manger de la viande, grâce aux sacro-saintes protéines (alors que les protéines présentes dans la viande viennent à l'origine de végétaux). La force physique étant liée aux représentations occidentales que l'on se fait de la masculinité, le fait de manger de la viande aussi, par extension. Mais manger de la viande, c'est aussi manger un animal qui a été tué (ou qu'on a tué dans le cas de

la chasse, activité majoritairement masculine). L'acte d'ingérer un animal, c'est donc appartenir à ceux qui peuvent se permettre de s'approprier le corps d'autrui : c'est donc en lien avec une prise de pouvoir sur ce qui nous entoure (la nature, les autres). C'est affirmer qu'en tant qu'humain, on a des privilèges comme celui de manger le corps des animaux. D'ailleurs, refuser de participer à cet ordre social est plus réprimé socialement quand on est un homme qu'une femme : les hommes végétariens sont plus dénigrés que les femmes végétariennes. Cela prouve encore une fois que la masculinité est renforcée par la consommation de la viande, et

que le fait de ne pas le faire rendrait moins viril.

Un système d'oppression et d'exploitation

Pour aller plus loin, des chercheuses se sont même demandé s'il n'y avait pas un lien entre l'oppression patriarcale et l'oppression subie par les animaux (que l'on peut appeler spéciste, c'est-à-dire le fait de justifier un traitement discriminant comme le fait d'élever, enfermer ou tuer des animaux car ils appartiennent à une espèce différente de la nôtre). Carol J. Adams a démontré qu'il existe des recoupements très forts entre la façon dont les animaux et les femmes sont traités dans la société. Tout d'abord, les femmes sont souvent animalisées. Qui n'a jamais entendu parler des femmes avec des noms d'animaux comme « les poulettes » « les gazelles », ou encore des femmes parler de leur expérience de harcèlement en étant « vue comme un morceau de viande » ? Les femmes, comme les animaux, sont également vues plus proches de la nature, souvent essentialisées et rattachées à la sphère reproductive. En bref, l'oppression spéciste est bien reliée à un système d'oppression et d'exploitation, qui est loin d'être étranger au patriarcat.

Mathilde Millat

Essais

Trois textes courts pour la rentrée

Compte tenu du peu de temps que nous laisse la rentrée (sociale ?), une proposition de trois textes courts (et peu onéreux) pour entretenir la forme !

Pour une télé libre, contre Bolloré, de Julia Cagé
Seuil Libelle, 96 pages, 4,50 euros.

C'est rondement mené, comme le veut cette collection. L'auteure commence par régler son compte à Bolloré, ainsi qu'à celle et ceux qui ont laissé faire, avec à la clé son emblématique créature, l'effet Z ! De l'impuissance du CSA à la méthode Bolloré, ou comment laisser un capitaliste prédateur s'emparer d'un bien public au service d'intérêts privés — ce qui est leur règle — dans le domaine politique — ce qui est interdit ! Julia Cagé rappelle ici avec force que, dans le domaine de la télévision, dès lors que les fréquences leur sont attribuées gratuitement, les opérateurs devraient être redevables (contraints !) en termes de pluralisme interne, à savoir au sein de chacune des chaînes attribuées, y compris Cnews, TF1 et consorts. La seconde partie de l'essai évoque la régulation que l'auteure appelle de ses vœux, évoquant notamment l'exemple de la fusion éventuelle entre TF1 et M6. L'analyse est plus technique et les solutions proposées moins convaincantes, en l'absence d'un large mouvement social associant les professionnels et les usagers... auquel cet ouvrage pourrait inciter à réfléchir et à travailler...

Ce qui ne peut être volé, Charte du Verstohlen, de Cynthia Fleury et Antoine Fenoglio
Tract Gallimard, 48 pages, 4,90 euros.

Comme un tract, c'est le principe, voici un texte court qui en dit long. Ce qui ne peut être volé, ici, serait presque ce qui devrait nous être restitué, à la condition de s'en occuper, collectivement, au plus près de notre vie et de la façon — à inventer — d'en prendre soin. Il peut s'agir, dans sa vie, d'accéder à une vue (un horizon), de bénéficier



le message très en prise sur les réalités actuelles de nos luttes. Une bonne manière de l'aborder plus aisément, c'est de regarder la vidéo de Cynthia Fleury, invitée sur France Culture... et de relire ensuite le livre !

Misogynie, de Claire Keegan
Sabine Wespieser éditeur, 64 pages, 8 euros.

Perçant, ce texte très court expose de manière quasiment clinique le sexisme ordinaire au sein du couple. Bien sûr, lectrice, lecteur, nous allons aimer ce texte et en apprécier la force, nous allons adhérer à l'implacable dénonciation, au fil des mots... Mais n'allons-nous pas ensuite, lectrice, lecteur, (surtout lecteur, non ?) n'allons-nous pas déployer des trésors de dialectique pour clamer que, bien entendu, c'est comme ça chez les autres, que c'est chez les autres que c'est comme cela... Et si ces pages, en les lisant avec soin,

du silence, du droit de passer sous les radars, d'être furtif (échapper à la traçabilité), mais aussi d'imposer un droit à expérimenter, dans la perspective de modifier la norme à partir de la réalité vécue, enquêtée, et attestée...

Un texte exigeant, difficile d'accès... mais qu'il vaut la peine de fouiller, de lire et de relire pour en explorer

Roman

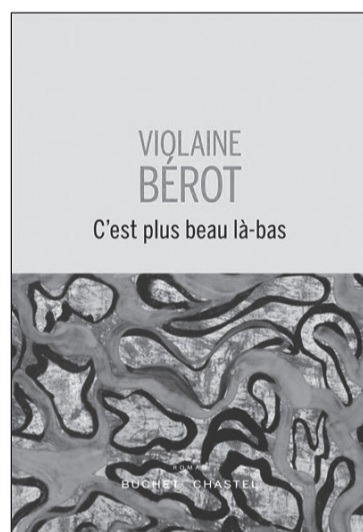
C'est plus beau là-bas, de Violaine Bérot

Éditions Buchet-Chastel, 128 pages, 14,50 euros.

Un autre monde est possible, semble te dire ce roman de rentrée, sous la plume alerte et poétique d'une autrice de rupture. Pour le meilleur, mais aussi pour le pire. Déclinée à la deuxième personne du singulier, cette histoire te maintient, lectrice, lecteur, dans l'incertitude. « Est-ce vraiment plus beau là-bas ? » semble interroger ce texte dont chaque paragraphe — ou presque — débute par une conjonction de coordination !

Un cauchemar ?

Entrée en matière sous forme de cauchemar, de plongée au cœur de l'arbitraire et de l'autoritarisme brutal, comme l'histoire de notre camp social en compte tant. Raflees — au hasard ? — des centaines de personnes sont retenues on ne sait où, ni par qui, mais surtout



on ne sait pas pourquoi... Toujours est-il que le rapprochement avec la condition animale s'impose d'emblée, tant du point de vue

en décelant les petits écueils qui sommeillent en nous, fournissaient à la lectrice, au lecteur (au lecteur surtout, non ?) une occasion de balayer devant sa porte ?

Vincent Gibelin
1— <https://www.youtube.com/watch?v=Ejpkysk9IU>

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

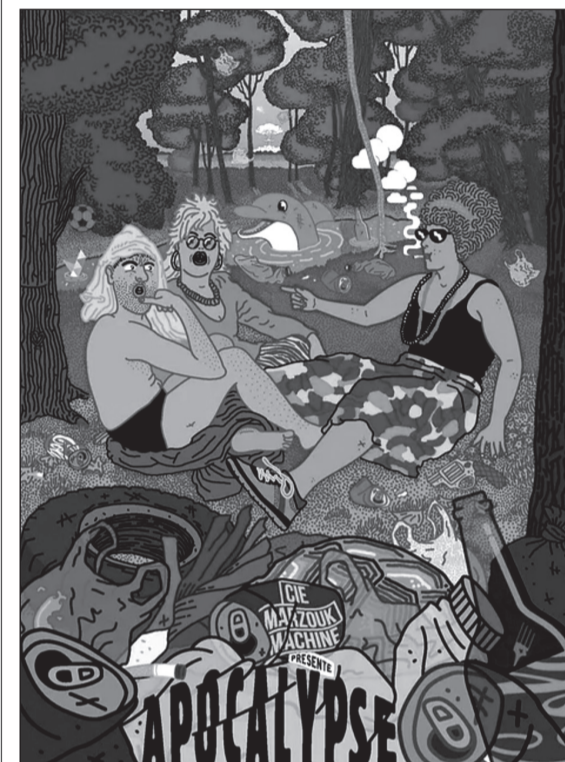
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Spectacle

Apocalypse, par la Compagnie Marzouk Machine

Dates et lieux des représentations sur <https://marzoukmachine.wixsite.com/marzoukmachine/dates>



Le art peut-il changer le monde ? La question, naïve, peut sembler lassante à force d'être posée. On aimerait pourtant, mais les cinq interprètes de ce spectacle de « science-fiction de rue » ne se font pas non plus d'illusion sur la réponse et cachent à peine leur désarroi. Quittant leurs rôles à tiroirs dans les dernières minutes pour parler en leur nom propre, il et elles osent finalement la sincérité, abandonnant le principe d'ironie et de mise en abyme jusque-là indispensable à leur dénonciation outrancière d'un monde qui va dans le mur.

Car la problématique traitée est grave, et les efforts des protagonistes pour y répondre perpétuellement soumis à débats, disputes et moqueries. Il n'est question pas moins que du cataclysme à venir, « l'événement le plus important qu'a subi l'humanité » selon un des personnages qui, en 2072, en commémorent les 50 ans tout rond. Calcul vite fait, on comprend qu'il et elles ne vont pas nous ménager. Mais c'est avec un humour dévastateur que le drame nous est conté. En immersion dans l'espace public, avec ses parcs, ses parkings goudronnés et ses véhicules ça et là, le public est invité à regarder le présent comme s'il s'agissait d'une reconstitution du passé, faisant loupe sur toutes ses absurdités. « Si vous ne remarquez pas l'odeur du pétrole, c'est que vous êtes déjà contaminé ».

Caricature, vraiment ?

C'est le deuxième spectacle de la compagnie, après *Tripalium* qui auscultait le monde du travail avec la même bouffonnerie survoltée. La pièce a été écrite par Sarah Daugas Marzouk de 2017 à 2019 et l'acuité de sa réflexion sur la question de l'urgence climatique est encore plus ébouriffante en cet été 2022. Bénéficiant d'une autodérision nous préservant de tout moralisme, aucun aspect ne nous est épargné de l'enchaînement des événements : chaleurs et inondations, déforestation et virus, greenwashing et cures d'austérité opportunes, capitalisme destructeur jusqu'à lui-même, repli sur soi, déplacements, lutte armée... Caricature, vraiment ? Quant au futur imaginé, il est moqué avec espièglerie, d'abord affectueusement (bâti sur le recyclage, au vocabulaire féminisé à l'excès) puis de manière plus féroce (boursoufflé de bienveillance forcée mais où la menace du déclassement opère en accéléré).

On y rit jaune mais franchement pendant ces presque deux heures. Alors, évidemment non, ce spectacle pas plus que les autres ne changera le monde, mais réfléchir à la catastrophe tout en s'amusant reste une occupation plus que salutaire. Généreuse, une comédienne nous laisse même le soin de prononcer collectivement le mot de la fin : « Apéro d'accord mais révolution d'abord ! »

Benjamin Croizy

Cinéma



Leila et ses frères, de Saeed Roustaei

Film iranien, 2h39, en salles, sortie en VOD le 2 décembre 2022.

à l'intervention musclée d'une milice patronale en uniforme qui matraque les ouvriers d'une usine pour qu'ils évacuent immédiatement sans que leurs salaires soient payés. Parmi les expulsés, Alireza, pressé de s'enfuir alors que d'autres résistent et manifestent.

Plongée dans la société iranienne

Alireza, désormais chômeur, est un des quatre frères de Leila. Celle-ci, encore jeune, a dédié sa vie à ses parents et ses quatre frères. La famille croule sous les dettes tandis que les boulots précaires des enfants permettent tout juste de vivre. Afin de les sortir de cette situation, une occasion se présente : acheter une boutique pour lancer une petite affaire. Chacun y met ses économies, mais ce n'est

pas suffisant. Au même moment et à la surprise de tous, leur père Esmail promet une importante somme d'argent à sa communauté familiale, dont d'autres membres sont plus riches que lui et l'ont toujours méprisé, afin d'en devenir le nouveau parrain, une haute distinction de la tradition persane. Peu à peu, dans ce contexte, la famille se déchire tandis que toutes ses difficultés sont accrues par l'effondrement de la monnaie iranienne et la flambée des prix consécutives aux décisions de Trump de renforcement de l'embargo contre l'Iran. Le film de Roustaei brasse une multitude de problèmes. Le père est un tyran mais le respect envers lui perdure chez les frères. Les femmes sont enserrées dans une société patriarcale et hypocrite. Ceux d'en bas, même s'ils ne sont

parmi les plus pauvres (la famille de Leila relève plutôt d'une classe moyenne déchu), sont dans la précarité et doivent recourir à des expédients. Quant aux riches, ils s'en tirent quels que soient les aléas économiques.

Alireza, pour toucher trois mois de salaire, sera sommé avec les autres ouvriers de signer un papier où il reconnaîtrait avoir reçu l'intégralité de ce qu'on lui doit (une année). Des femmes visiblement riches et bien habillées montent lentement un escalier sur les marches duquel les frères se sont assis. Ainsi va l'Iran dans ce film qui s'étire un peu trop par moment (mais contient des scènes magnifiques, notamment celle d'un mariage bourgeois) sans la vigueur de *La loi de Téhéran*, mais qui mérite d'être vu.

Henri Wilno

Le précédent film de Saed Roustaei, *La loi de Téhéran*, débutait par une scène où l'on voyait des dizaines de policiers pourchasser impitoyablement des fumeurs de crack dans un quartier misérable. Dans *Leila et ses frères*, on assiste, dans un des premiers plans du film,

« Le wokisme, en vrai, personne ne sait trop ce que c'est »

Entretien avec **Alex Mahoudeau**, auteur de l'ouvrage « La Panique woke » (Textuel, 2022). L'interview a été réalisée lors de notre dernière université d'été, au cours de laquelle Alex Mahoudeau a animé un atelier autour des thématiques de son livre.

C'est quoi, « la Panique woke » ?

La Panique woke c'est un bouquin qui a été écrit suite à un ensemble de polémiques, notamment autour de l'université, qui ont commencé selon moi il y a un bon moment mais qui se sont vraiment renforcées, en fait, en 2021, avec l'émergence de ce mot, le « wokisme », qui serait une idéologie venue des États-Unis. Moi ce qui m'intéresse, ce qui m'a intéressé, c'est de voir comment ce phénomène se construisait médiatiquement, se construisait chez des intellectuels et chez des politiques également et constituait ce que j'appelle une « panique morale », c'est-à-dire un moment où il y a une cristallisation d'inquiétudes sociales, plutôt produites dans ce contexte-là par le haut. C'est-à-dire par, entre guillemets, les « élites », pour stigmatiser un groupe décrit comme étant déviant, dangereux, malveillant, avec des théories qui tiennent pas trop trop la route, en mettant ensemble, en fait, c'est ce que je dis dans le bouquin, des choses qui sont, qui peuvent être perçues comme positives, des choses qui peuvent être perçues comme négatives et des choses qui peuvent être perçues comme n'ayant aucune importance et aucun rapport entre elles.

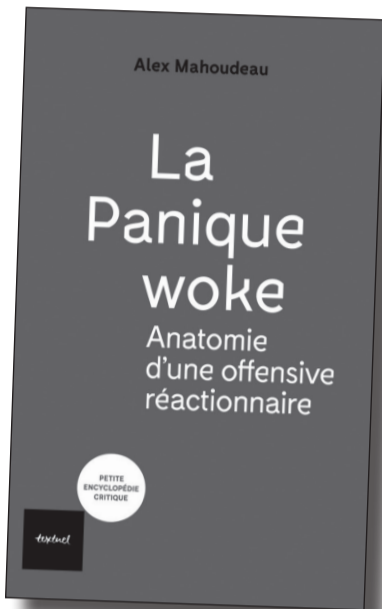
Cette panique a connu un moment de forte accélération, puis de ralentissement, elle reprend, elle se réarrête ponctuellement, mais globalement elle vient s'inscrire, en fait, dans une histoire un peu longue, qui est l'histoire des paniques morales conservatrices et réactionnaires, qui ont pour effet de mobiliser contre des formes de mobilisation pour l'émancipation.

Et c'est quoi le wokisme ?

Le wokisme, en vrai, personne ne sait trop ce que c'est. Moi je ne sais pas et je pense que les personnes qui écrivent dessus ne savent pas non plus parce que c'est un mot qui n'a pas vraiment pour but de vouloir dire quelque chose. En fait les gens qui en parlent en ont plus ou moins trois définitions qui sont concurrentes les unes avec les autres et qu'ils vont aller chercher, quitte à parfois les présenter dans le même texte alors qu'elles sont en contradiction.

La première consiste à dire que c'est en fait une sorte d'idéologie qui se développerait depuis les années 1960 sur les campus américains avec pour but de détruire les valeurs de l'Occident, de la démocratie, etc.

La deuxième, c'est que ce serait une sorte d'épidémie, de maladie mentale, qui viendrait se développer au sein d'une génération à laquelle on n'a jamais su dire non. Et la troisième, c'est que le wokisme, ce serait, en fait, une stratégie du capitalisme pour arsenaliser les luttes sociales en sa propre faveur. Ce troisième point a le mérite d'être pas entièrement faux. Le problème c'est qu'il ne conduit jamais à une remise en cause du capitalisme, il conduit à une remise en cause des valeurs



qui sont mises en avant à travers des publicités notamment. Or la publicité a pour particularité de mobiliser toutes sortes de valeurs positives, et c'est le seul cas dans lequel on va s'en servir

comme d'une critique non pas de la publicité et des entreprises qui la produisent, mais des valeurs mobilisées.

Moi je préfère définir le wokisme comme étant un concept un peu creux, dans lequel on va mettre tout ce qui inquiète à un moment donné pour fournir une théorie générale et servir à des mobilisations réactionnaires.

En fait la droite, et notamment la droite réactionnaire, a une longue histoire de victimisation. On a actuellement des intellectuels de droite qui ont tendance à dire que tout le monde se victimise et que l'identité victimaire c'est un truc qui va être utilisé pour obtenir des droits par des gens qui ne les méritent pas. Mais en réalité c'est un peu leur stratégie politique à eux ! Il faut voir qu'il y a énormément d'écrits d'auteurs réactionnaires qui consistent à dire qu'à une époque le monde était bien organisé et que maintenant, en fait, eux sont placés en bas de la hiérarchie sociale. On peut penser

par exemple à Pascal Bruckner qui écrit, dans *Un Coupable presque parfait*, qu'aujourd'hui dans la hiérarchie sociale, il y a, en haut, des femmes noires, lesbiennes, transgenres et handicapées, et en bas des hommes blancs hétérosexuels de plus de 50 ans et d'ascendance bourgeoise...

En réalité tout ça est ridicule mais ça permet de créer ce sentiment de victimisation, ce sentiment de peur qui légitime de faire tout et n'importe quoi et qui surtout sert à mobiliser une base, qui va plus ou moins se mobiliser. Là, sur le wokisme, en termes de mobilisation populaire c'est un peu un échec pour, disons, se battre factuellement contre ces droits, puisque en réalité les droits dont on parle, ce sont les droits acquis par le mouvement social, par les féministes, par les personnes qui luttent contre le racisme, par le mouvement ouvrier... Bref des droits qui avancent en réalité tout le monde !

Propos recueillis par la rédaction

L'image de la semaine



Vu ailleurs

QUAND UN MAIRE MENACE DE NE PLUS PAYER L'ÉLECTRICITÉ.

Une menace radicale pour une situation critique. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février et les coupures d'approvisionnements russes, les prix des matières premières flambent. Les collectivités, comme les particuliers, sont particulièrement touchées par cette inflation. Dans ce contexte, le maire communiste de Montataire, une commune de 13 600 habitants près de Creil (Oise), a menacé lundi 29 août « d'arrêter de payer » l'électricité de sa ville si rien n'est fait pour soulager les collectivités. Jean-Pierre Bosino, élu depuis 1994 dans sa commune, craint une « multiplication par quatre » des factures dans les mois à venir. « Là, c'est impossible », met en garde l'édile dans un communiqué.

Le 26 août, les prix de gros de l'électricité pour 2023 en France et en Allemagne ont battu de nouveaux records. Il faut désormais compter 850 euros le mégawattheure (MWh) outre-Rhin et plus de 1000 euros en France. Il y a un an, les prix étaient pour ces deux pays d'environ 85 euros par MWh.

À Montataire, cette inflation pourrait faire exploser la facture de la ville, de 600 000 euros aujourd'hui à 2,5 millions d'euros en 2023, a projeté l'élu. Une situation intenable. « Comment je trouve les 1,9 million d'euros qui manquent ? Quel service je ferme ? J'arrête la restauration scolaire, je ferme la mairie trois jours par semaine ? Interroge ainsi le maire de la ville. On n'a pas de trésor de guerre, on doit voter un budget à l'équilibre. »

Contrairement aux particuliers, « les collectivités territoriales sont soumises au prix du marché à partir d'un certain niveau de budget et d'agents. Aujourd'hui, c'est intenable ! Il faut revenir au tarif régulé », plaide le maire. L'élu communiste dénonce également la « spéculation » sur le gaz ou l'électricité, qui « coûte au plus grand nombre mais rapporte beaucoup à quelques-uns ». [...] Confronté à cette inflation, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un fonds vert doté d'1,5 milliard d'euros. Destiné aux collectivités, il vise à « les aider dans l'accélération de leur transition écologique », comme l'a déclaré Elisabeth Borne ce samedi. « C'est du flan », a jugé le maire de Montataire. [...]

« Inflation : dans l'Oise, un maire menace d'arrêter de payer les factures d'électricité de la ville », libération.fr, 29 août 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org